



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2527
6 janvier 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

En 2017

Les travailleurs doivent se faire entendre!



**Rentrée
de janvier**

**Tout augmente
sauf les salaires**

Page 6

**Attentat
en Turquie**

**Erdogan
apprenti sorcier**

Page 8

**La campagne
de**

**Nathalie
Arthaud**

Page 16



L'année 2017 qu'ils nous préparent et celle qu'il nous faudrait

Même les adeptes de la méthode Coué auront du mal à qualifier 2016 de bonne année pour l'humanité, qui paye un lourd tribut à l'organisation capitaliste de la société.

Le bilan de l'année passée, c'est d'abord la guerre. Le monde est ravagé par les conflits, de la Syrie au Yémen, de la Libye à l'Irak, de l'Afghanistan à la Birmanie, jusqu'à l'Ukraine et à la Turquie si proches. Oh, ce n'est pas perdu pour tout le monde : en 2016, les ventes d'armes ont battu des records. Pour les marchands de canons français, les guerres sont des aubaines : vente de Rafale à l'Inde, de sous-marins à l'Australie, d'hélicoptères à Singapour et au Koweït, de véhicules blindés, etc.

Presque tous les pays ont augmenté leur budget militaire, à commencer par les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, qui dépensent à eux seuls la moitié du budget militaire mondial. En France même, malgré les jérémiades des hauts gradés, l'armée française est à la noce : elle aura bientôt de nouveaux fusils, des sous-marins et des avions. En 2017, la hausse des ventes de ces engins de mort devrait se poursuivre. Trump ne coupera pas dans le budget de l'armée, et Fillon, Le Pen ou Valls non plus.

Quand ils dépensent plus d'argent pour les armées, les dirigeants de la planète en dépensent moins pour les écoles, les hôpitaux, les services utiles à la population. De plus, ils alimentent aussi les guerres et leurs répercussions, les attentats terroristes.

Des centaines de milliers de migrants fuient ces guerres terribles ou des dictatures féroces, la misère et la faim, au péril de leur vie. Partout en Europe, l'extrême droite, suivie par bien des partis de gouvernement, les a désignés comme les responsables des maux qui accablent les travailleurs. Mais le chômage, les bas salaires, la précarité n'ont pas commencé avec les migrants et n'ont rien à voir avec eux !

Dans ses vœux, Hollande s'est encore vanté de la baisse du chômage. Mais il y a en France un million de chômeurs de plus qu'en 2012 ! Les chiffres officiels traduisent surtout l'augmentation de la précarité. Et chaque famille populaire voit se poursuivre la dégradation que nous connaissons depuis des années.

En réalité, ceux que la crise épargne, ce sont les plus riches. Dans les bilans de l'année, la bonne santé des milliardaires a été soulignée. Ainsi, le patron de LVMH, Bernard Arnault, a vu sa fortune augmenter de 7 milliards d'euros (+ 22%). Le patrimoine de ce monsieur permettrait de payer 1,5 million de salariés au smic, cotisations comprises, pendant une année ; ou encore de construire 50 hôpitaux et des centaines d'écoles. Non seulement nos gouvernements ne limitent pas cet enrichissement, mais ils l'alimentent par les cadeaux fiscaux aux entreprises.

La fortune des plus riches se construit avec l'exploitation des travailleurs : les ouvrières du textile au Bangladesh, récemment licenciées par centaines pour avoir fait grève pour une augmentation de leur salaire, fixé à 63 dollars mensuels ; les mineurs du Congo qui, dès l'enfance et au péril de leur vie, vont extraire les métaux rares dont les multinationales de l'électronique ont besoin. Avec aussi l'exploitation des travailleurs ici, comme cette caissière d'un Auchan City de Tourcoing, licenciée pour un écart de caisse de 0,85 euro, ou comme cette autre caissière du même supermarché, enceinte, qu'on a obligée à rester à son poste de travail jusqu'à en faire une fausse couche. Ce n'est pas seulement la férocité d'un chef qui est en cause. C'est surtout que, derrière, il y a des actionnaires, la famille Mulliez, dont l'enrichissement repose sur l'exploitation sans limite de leurs salariés.

Alors, si on peut faire un vœu pour 2017, c'est que les travailleurs se servent de leur force, de leur rôle indispensable dans l'économie, où ils produisent toutes les richesses. Qu'ils s'en servent pour défendre leurs intérêts, pour mener la lutte de classe. Pour contester l'ordre social capitaliste qui met en péril toute l'humanité.

Et puis, au printemps, nous serons appelés à voter pour l'élection présidentielle. Cela ne changera pas les choses car, quel que soit l'élu, il gouvernera pour les riches. Mais les travailleurs peuvent se servir du bulletin de vote pour se faire entendre. Ils peuvent se servir du bulletin de vote pour dire leur rejet de ce système capitaliste aussi injuste que barbare. Ce sera le sens de la candidature communiste de Nathalie Arthaud.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Revenu universel : au service de qui ?	4
Loi travail : c'est toujours non !	4
Fillon : un discours plein d'onction...	4
Fermeture de PSA Aulnay : un mensonge xénophobe	4
Automobile : ventes en hausse... exploitation aussi	5
Renault Nissan : le patron roule carrosse	5
Ryanair : aux crochets des collectivités locales	5
Création d'emplois : un patronat chasseur de primes	5
Crédit d'impôt recherche : une vache à lait pour capitalistes	5
En janvier tout augmente, sauf les salaires	6
Clermont-Ferrand : la crise chez les agriculteurs	6
Industrie pharmaceutique : la science sauve, le capitalisme assassine	6
Tabagisme : une drogue qui tue, mais qui rapporte	6
Touche pas à ma ZEP : le mouvement redémarre	7
Droits des femmes : Jacqueline Sauvage enfin libre	7
Hébergement d'urgence : une société au cœur froid	7
Saint-Barthélemy-d'Anjou : non aux expulsions !	7
Syndicalisme : le fléau	

de la collaboration de classe 10

DIRECCTE Grand Est : non aux suppressions d'emplois ! 10

ENTREPRISES

Chantier naval STX Saint Nazaire : les travailleurs sur leur garde 11

MCSyncro - Chanteloup : la grève reprend après les congés 11

Auchan : la violence de l'exploitation 11

Saisonniers : rien dans la hotte 11

LCL : suppression d'effectifs 12

Au siège de Villejuif 12

Technicentre SNCF d'Oullins : 200 cheminots portent plainte 12

Air France : la direction contre les hôtesses et stewards 13

PSA Sochaux : le compte n'y est pas 13

Asais Noisy-Le-Grand : des licenciements qui passent mal 13

Federal Mogul Poitiers : deux ans après, encore la galère 13

Entyrecycle Blaringhem : encore des aides aux patrons 13

Arc International Arques : tout est bon pour récupérer du capital 14

Fnac Champs-Élysées : les salariés se mobilisent 14

Syngenta : une multinationale épargnée par la justice 14

Ministère de la Culture : Microsoft arrosé 14

Cazeneuve à Orléans : inauguration indécente 15

Hôpital Nord-Franche-Comté : manque de moyens face à la grippe 15

Centres de loisirs Paris : en grève 15

DANS LE MONDE

Turquie : Erdogan l'apprenti sorcier 8

Procès pour délit d'opinion 8

Migrants : les damnés de la terre 8

Tchad : les travailleurs mobilisés contre le régime corrompu 9

Burundi : dictature et démagogie ethnique 9

CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD

Partage du travail : un travail à chacun avec un salaire décent 16

Sur le blog : Uber vendeur de rêve 16

Meeting national 16

Réunions publiques 16

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Hollande, Cazeneuve : tout va très bien, madame la marquise

Dans ses vœux du 31 décembre, Hollande a dressé un bilan élogieux de son action à la tête de l'État : accord de Paris contre le réchauffement climatique, lutte contre le terrorisme, redressement de l'économie, baisse du chômage, rétablissement des comptes publics et de la compétitivité des entreprises, construction de logements, progrès social, nouveaux droits pour les salariés, bla-bla-bla... Pourquoi alors, avec un tel bilan, ne pas se représenter à l'élection présidentielle ?

Cazeneuve n'a pas dit autre chose, sur France Inter le 2 janvier. « Pendant ce quinquennat, énormément de sujets ont progressé », a affirmé sans rire le Premier ministre, ajoutant : « C'est parce que le bilan est

bon que nous devons nous y adosser pour gagner la présidentielle. » Et d'énumérer les progrès du quinquennat. La ministre de l'Éducation, Najat Valaud-Belkacem, avait osé : « De toute façon, à part la

courbe du chômage, je ne vois pas quels reproches on pourrait nous faire. » Ces gens-là pourraient tenter une reconversion dans le comique, tendance humour noir.

Élus en 2012 contre la droite et la finance, désignée comme adversaire, ils ont mené une des politiques les plus à droite des dernières décennies. Aux cadeaux au patronat (CICE, pacte de responsabilité) se sont joints les coups portés aux travailleurs : accords de compétitivité, loi Macron et, pour couronner le

tout, loi El Khomri contre les droits des salariés.

Quant au chômage, ses chiffres n'ont un peu baissé ces derniers mois que grâce au plan « 500 000 formations supplémentaires », qui sort les chômeurs des statistiques sans leur fournir un emploi. Et, sur cinq ans, il y a près d'un million de chômeurs de plus.

Même sur le terrain des questions de société, qui ne coûtent rien à la bourgeoisie, ils se sont couchés. Hollande avait promis le droit de vote des étrangers aux élections locales. Il a

remballé sa promesse, et a fini par puiser dans les revendications du FN pour proposer la déchéance de nationalité.

Hollande, Cazeneuve, Valls et les autres dirigeants socialistes se préparent à un naufrage électoral. On ne pourrait que s'en féliciter s'il n'allait pas avoir lieu au profit de la droite et de l'extrême droite, dont Hollande et les siens ont si consciencieusement repris la politique, leur préparant ainsi le terrain.

Michel Bondelet

Hollande en Irak : l'impasse de la « guerre contre le terrorisme »



CHRISTOPHE ENA/POOL

Hollande en visite sur le front irakien.

Dans ses vœux de Nouvel An le 31 décembre au soir, Hollande a commencé son intervention sur le mode martial : « Nous n'en avons pas terminé avec le fléau du terrorisme », qu'il « nous faudra continuer à combattre (...). C'est le sens de nos opérations militaires au Mali, en Syrie, en Irak où je me rendrai après-demain pour saluer nos soldats. » Cet engagement, Hollande n'a eu aucune difficulté à le tenir, débarquant en Irak le 2 janvier pour s'adresser à des militaires français qui s'occupent de la formation des forces spéciales irakiennes.

« 2017 sera une année de victoire contre le terrorisme », a déclaré Hollande en arrivant en Irak. Quelques heures après, un attentat suicide

tuait 32 personnes dans un quartier de Bagdad, démentant ces discours triomphalistes. Depuis deux ans que la France bombarde en Irak, puis en Syrie, les territoires contrôlés par Daech, qui peut prétendre que la sécurité est mieux assurée aujourd'hui ? Les attentats de Nice, de Berlin, d'Istanbul et Bagdad le 31 décembre, pour ne parler que des plus meurtriers, sont là pour montrer que la prétendue guerre contre le terrorisme ne fait que l'alimenter.

Hollande continuera jusqu'au terme de son mandat sa besogne de chef de guerre au service de l'impérialisme français, en Afrique ou au Moyen-Orient.

Boris Savin

Primaires de la gauche : duel entre ex-ministres

Il faudra attendre le 29 janvier pour connaître le nom de celui qui portera les couleurs du PS dans la prochaine présidentielle. On ne sera alors qu'à douze semaines du premier tour de ce scrutin. Autant dire dans la dernière ligne droite.

Avant même de connaître l'identité du gagnant de cette loterie, on sait que ce sera un homme, puisque la seule femme en lice n'a que peu de chances de l'emporter. Et que ce sera un ex-ministre de Hollande, car les quatre favoris l'ont tous été. Et, de ce fait, ils ont activement contribué à la politique subie par le monde du travail. Il leur faut donc se débarrasser de toute urgence de ce passé, tout récent pour Valls, un peu moins pour Montebourg, Hamon, Peillon. D'où une confrontation entre eux, faite essentiellement d'insinuations, de petites phrases perfides. Il leur faut en effet à la fois se distinguer les uns des autres, sans laisser croire qu'ils renient leurs exploits gouvernementaux. On peut leur faire confiance, ces bateleurs ont du métier. Ils sauront trouver les mots justes et les bonnes formules pour résoudre cette délicate équation.

Pour l'instant, ils égrènent leurs annonces afin de tenir les électeurs en haleine, en alimentant les gazettes jusqu'aux shows télévisés qu'annoncent les médias.

Ainsi, Montebourg vient de rendre public son état-major de campagne, dans lequel figure Guy Bedos qui, dans une pirouette, conteste l'information, tout en la confirmant, mais aussi Jean-Pierre Chevènement, souverainiste affiché, pour ne pas dire cocardier assumé, ancien ministre de l'Intérieur à poigne de Jospin.

Hamon, lui, essaie de se positionner à la gauche de ce quarteron d'ex-ministres. Il découvre tout d'un coup que « sans partage organisé du temps de travail, nous ne parviendrons pas à lutter contre le chômage ». Mais il se garde bien de s'expliquer sur la façon dont il organisera ce partage, et surtout comment il l'imposerait au patronat.

Valls et Peillon, eux, affirment se situer dans la continuité de Hollande, tout en essayant de s'en démarquer. Valls, après sa ridicule et peu crédible déclaration

sur son abandon du 49-3, vient de changer son slogan de campagne, remplaçant le « Faire gagner tout ce qui nous rassemble » par « Une République forte, une France juste », ce qui est nettement plus dans la ligne du personnage. Peillon, tout comme Valls, promet de porter le budget de l'armée à 2% du PIB, exactement ce que réclame l'état-major.

Voilà un échantillon de ce que l'on trouve dans la hotte des principaux postulants de cette primaire, que l'on ose qualifier de gauche. Rien de marquant qui les distingue les uns des autres, ni même de la politique antiouvrière qu'ils ont menée tous en chœur.

Jean-Pierre Vial



Cercle Léon Trotsky

Soixante ans après les indépendances, l'Afrique sous le joug de l'impérialisme

Vendredi 27 janvier 2017 à 20 h 30

Docks de Paris Eurosites, avenue des Magasins-Généralux, Bâtiment 282 Aubervilliers - Métro : Front-Populaire (ligne 12)

Participation aux frais 3 euros

Revenu universel : au service de qui ?

Les différents candidats à l'élection présidentielle qui se disent en faveur d'un revenu universel prétendent y trouver une solution pour faire face à la progression du chômage, que tous considèrent comme inévitable, et un moyen de limiter l'augmentation de la pauvreté qui en résulte.

Cette mesure prétendument sociale entérine le fait qu'une partie croissante de la population, même dans les quelques pays riches de la planète, doit vivre avec un revenu qui permet tout juste d'assurer les dépenses incompressibles telles que le logement, alors qu'à l'autre pôle de la société, une minorité accumule des milliards.

Qu'ils chiffrent ce revenu universel à 400 ou à 1 000 euros, tous les candidats le conçoivent comme devant être financé par la population elle-même. Chaque projet prévoit de mutualiser la pauvreté, comme ont été mutualisées la vieillesse ou la maladie. Il n'est jamais question de s'attaquer aux revenus du capital. S'il voit le jour, ce revenu universel permettra aux patrons de trouver plus facilement une main-d'œuvre prête pour tous les types de contrats de travail possibles puisque la faiblesse du salaire sera compensée par la société.

La Finlande, qui vient d'engager une expérimentation du salaire universel, l'a conçu dans ce sens. Deux mille

chômeurs tirés au sort reçoivent, depuis le 1^{er} janvier, 560 euros – la perte de revenu éventuelle avec les allocations chômage est tout de même compensée – de façon à ce que chaque chômeur puisse accepter n'importe quel travail puisque celui-ci se cumule.

Le rêve de la gauche est de mettre en place un amortisseur social qui ne coûte rien ou presque aux patrons. Ce rêve n'est pas le nôtre. La société capitaliste recèle bien d'autres possibilités à condition de la débarrasser de la mainmise de la grande bourgeoisie qui la parasite. Mais même pour mettre en place un revenu garanti à tous, il est nécessaire d'arracher aux classes possédantes une partie de leur richesse, sinon cela revient à opposer une partie des classes populaires à une autre. Et il sera de toute façon nécessaire que les travailleurs arrachent aux capitalistes la direction de leurs entreprises, afin de décider de l'organisation de l'économie pour répondre aux besoins du plus grand nombre.

Inès Rabah

Fillon : un discours plein d'onction...

Fillon a fait sa rentrée sur TFI, mardi 3 janvier au journal de 20 heures. Il a nié avoir changé de position à propos de la Sécurité sociale qui, selon ses premières déclarations, ne devait rembourser les soins que dans les cas les plus graves. Il veut simplement « réformer la Sécurité sociale » comme le disent tous les politiciens qui l'ont attaquée. S'en est suivi un petit couplet sur les gens modestes qui ne peuvent se faire rembourser comme il le faudrait.

« Étant gaulliste et chrétien », il ne peut être accusé de prendre des décisions contraires au respect de la personne humaine, a-t-il ajouté, en prenant pour

preuve sa réforme de 2003, qui a repoussé l'âge du départ en retraite pour des milliers de travailleurs du public !

Aucune brutalité dans son programme, affirme-t-il. Il veut sauver le pays de la faillite en supprimant 500 000 postes de fonctionnaires ! Les collectivités locales ont créé un million d'emplois, on peut sûrement y trouver quelques changements à faire ! Et il en finira avec les 35 heures.

Effectivement, il n'a pas changé. C'est bien le Fillon de 2003, celui qui, contre sa réforme des retraites, a fait descendre dans la rue des centaines de milliers de salariés.

Sylvie Maréchal

Loi travail : c'est toujours non !



Lors de la manifestation du 14 juin 2016 contre la loi travail.

Malgré des semaines de manifestations hostiles à la loi travail, celle-ci a été promulguée en août dernier, après son passage éclair au Parlement grâce au 49-3, et l'ensemble des décrets permettant son application ont été publiés à une vitesse record avant la fin de l'année 2016.

La loi est donc désormais applicable et elle représente une attaque sans précédent contre le monde du travail dans la mesure où elle démantèle les quelques protections légales que la classe ouvrière avait réussi à imposer au fil du temps. En effet, c'est maintenant au niveau de chaque entreprise que le patron va tenter de faire prévaloir les normes qui lui conviennent. La loi travail autorise de déroger à la loi et aux accords de branches si le patron réussit à obtenir l'accord des syndicats majoritaires dans l'entreprise ou l'accord des salariés par référendum.

Par exemple si la durée hebdomadaire légale du travail reste de 35 heures, un accord d'entreprise peut prévoir de faire travailler 46 heures en moyenne pendant 12 semaines, à condition de ne pas dépasser

48 heures hebdomadaires... sauf dérogation permettant de faire travailler des semaines de 60 heures !

Comme l'entreprise peut moduler le temps de travail sur trois ans, le patron a tout loisir de ne pas payer d'heures supplémentaires. Si toutefois cela arrivait, il pourrait ne les majorer que de 10 %.

Le dernier décret publié le 29 décembre concerne les « ADPE », les accords de préservation ou de développement de l'emploi, dits aussi « accords offensifs » car contrairement aux accords dits « défensifs » le patron n'a pas besoin d'attendre d'être dans une situation difficile pour les faire jouer. Le patron a la possibilité de faire travailler plus les salariés sans les payer plus, cela pour une durée limitée qui ne peut excéder... cinq années ! Le patron ne peut pas l'imposer de force au

salarié qui a le droit d'être licencié s'il refuse !

Voilà les reculs à grands pas concernant le temps de travail, mais la loi travail s'attaque aussi aux congés payés, à la protection sanitaire des salariés, etc.

Le gouvernement socialiste a tenu bon contre le monde du travail pour offrir un sacré cadeau au patronat. Les patrons, seuls maîtres à bord dans leurs entreprises, vont tout faire pour profiter de cette liberté et aggraver autant que faire se peut l'exploitation. Mais la solidarité des travailleurs, la conscience de leurs intérêts collectifs peut mettre en échec l'avidité des patrons. Il ne suffit pas d'avoir le feu vert du gouvernement, et maintenant de la loi, pour imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs. Car c'est avec leurs salariés que les patrons devront compter. Si les travailleurs ne se laissent pas faire, la nouvelle loi restera un chiffon de papier que le patronat n'aura pas les moyens d'appliquer.

Dominique Chablis

Fermeture de PSA Aulnay : un mensonge xénophobe

Jean-Christophe Lagarde, député-maire UDI de Drancy, vient de se faire remarquer en déclarant que la fermeture, en 2014, de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois était en partie « liée à l'omniprésence religieuse et au fait qu'il y avait des exigences religieuses dans le travail, d'arrêts de travail, de baisse de productivité ».

Ce politicien n'hésite pas à mentir pour dédouaner les actionnaires de PSA qui ont fermé cette usine de plus de 3 000 salariés pour augmenter leurs profits.

Les seuls moments où les chaînes de production se sont arrêtées pour des raisons religieuses, c'était lors des fêtes catholiques comme

Noël ou Pâques. Tous les ouvriers y ont toujours eu les mêmes horaires et les mêmes conditions de travail, quelles que soient leur confession ou leur origine.

Lagarde a trouvé là l'occasion de manifester sa xénophobie et sa servilité à l'égard des patrons de PSA.

D.R.

Automobile : ventes en hausse... exploitation aussi

Les patrons de l'automobile sont heureux : c'est la meilleure année pour la vente de voitures neuves en France. PSA a réalisé le plus grand nombre d'immatriculations. Le groupe Renault a réalisé sa meilleure performance depuis cinq ans et, sur l'année 2016, Dacia a battu un nouveau record de ventes.

Le directeur commercial de Renault pour la France s'enthousiasme : « *Le renouvellement de la gamme est un succès et nous a permis de tirer profit du marché (...), nous envisageons une année 2017 encore meilleure.* »

Vu du côté des travailleurs, les patrons ont surtout tiré profit de la surexploitation imposée depuis des années par des plans de compétitivité. Les suppressions d'emplois se sont multipliées : 17 000 en quatre ans à PSA Peugeot Citroën, près de 11 000 chez Renault depuis 2013. L'emploi précaire est la règle : CDD, intérimaires, apprentis ou prestataires constituent le quart des travailleurs de Renault.

L'intensité et la durée du travail se sont accélérées : cadence en hausse, équipe de week-end, de nuit, samedis travaillés, allongement de la journée de travail, voilà ce qui a permis de produire davantage avec moins de travailleurs. C'est le cas à

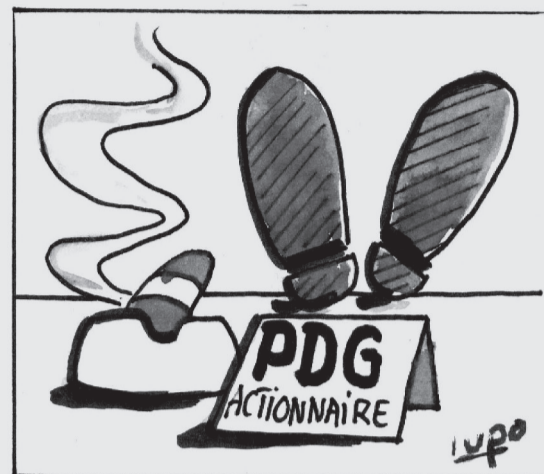
PSA Mulhouse, par exemple, avec pourtant une ligne de montage au lieu de deux. Les jours de RTT disparaissent, utilisés par les patrons lors des périodes de chômage, quand ils ne les suppriment pas tout simplement. Ainsi, le calcul du temps de travail, modifié par la direction de l'usine Renault de Flins lors du plan de compétitivité de 2013, a entraîné la perte de 18 jours et demi de RTT pour les travailleurs.

De plan de compétitivité en plan d'hypercompétitivité, les patrons veulent continuer sur leur lancée vers un maximum de profits : PSA a annoncé en octobre 2016 la suppression de plus de 2 000 emplois supplémentaires. Renault prévoit, dans les sites de production, des heures supplémentaires obligatoires.

Voilà ce qui leur fait envisager une année 2017 encore meilleure... pour le portefeuille des actionnaires.

Sylvie Maréchal

PETITS SALAIRES



GROS REVENUS

Renault-Nissan : le patron roule carrosse

Carlos Ghosn, le PDG de Renault et de Nissan (qui vient d'acquérir 34 % de Mitsubishi Motors), touche déjà un salaire fabuleux de 16 millions d'euros par an. Il vient, en plus, d'exercer son droit d'achat pour 132 720 actions Renault.

Elles lui sont attribuées au prix convenu de 37,43 euros chacune, alors que le cours dépasse les 85 euros. S'il décide de les revendre, il devrait gagner plus de 6 millions d'euros dans cette affaire.

Tout cela, il le doit

notamment à la surexploitation des ouvriers.

Les quelques millions de Ghosn sont scandaleux, mais c'est une goutte d'eau par rapport aux milliards qu'empochent les actionnaires sur le dos des travailleurs.

André Victor

Ryanair : aux crochets des collectivités locales

Ryanair, la deuxième compagnie aérienne low cost du monde, n'est pas vraiment une PME. Son patron, Michael O'Leary, un des hommes les plus riches d'Irlande, se fait fort de ne pas respecter le droit du travail, d'interdire les syndicats dans son entreprise et de pratiquer allègrement l'évasion fiscale.

Ryanair est maintenant présente dans 33 aéroports français, et à chaque fois elle met les collectivités locales à contribution, sur le mode : « Aidez-moi ou je m'en

vais. ». Et, bien que l'Union européenne ait durci les conditions d'octroi des aides publiques en la matière, Ryanair ne s'en trouve pas plus mal. *Le Canard enchaîné* révèle ainsi qu'à Montpellier l'agglomération et la communauté de communes ont versé 1,4 million d'euros à l'entreprise en 2016, en passant par une structure intermédiaire, qui achète des publicités en ligne sur le site de Ryanair. Une subvention d'argent public à une entreprise privée mérite bien quelques subterfuges, avec

d'ailleurs dans ce cas l'aval de la gauche comme de la droite.

Les pouvoirs publics ne peuvent même pas invoquer la création d'emplois locaux. Ryanair a coutume d'embaucher ses salariés sous contrat irlandais, plus avantageux pour le patron, quand ils ne sont pas autoentrepreneurs, comme c'est le cas pour deux tiers des pilotes et hôtesses de Ryanair, tous obligés de payer eux-mêmes leur formation et leurs uniformes.

Michel Bondelet

Création d'emplois : un patronat chasseur de primes

En janvier 2016, Hollande décidait une prime dite à l'embauche, destinée aux PME (petites et moyennes entreprises). Un an après, l'organisme officiel des statistiques économiques, l'Insee, en a fait un premier bilan. Il est édifiant.

Cette prime, écrit l'Insee, « *ne semble pas avoir eu d'effet facilement interprétable sur les recrutements en CDI* ». Quant aux CDD d'au moins six mois, il constate qu'il y en a plus, mais considère que la dite prime n'y est sans doute pour rien.

Avec toute la prudence de rigueur pour une institution officielle, l'Insee doute donc fortement de l'efficacité de ce dispositif censé favoriser les créations d'emplois.

Cela n'empêche pas, au contraire même, et l'Insee le souligne, que cette mesure a connu un gros succès du côté des employeurs. Ils ont été 1,1 million, dont des filiales de grands groupes, à se ruer sur ce dispositif pour profiter de l'aubaine. Résultat, sur un an, plus de la moitié des recrutements en CDD d'au moins six mois et plus d'un

tiers des CDI en ont bénéficié, dit l'étude. En fait, ce sont les patrons qui en ont bénéficié, empochant une prime qui peut atteindre 500 euros versés chaque trimestre durant deux ans, pour tout recrutement à un salaire ne dépassant pas 1,3 smic. Du coup, des employeurs en ont même profité pour baisser leur salaire d'embauche... afin d'empocher ce cadeau!

En clair, sous prétexte d'embauche, on a là une prime à l'enrichissement patronal. Une de plus.

Pierre Laffitte

Crédit d'impôt recherche : une vache à lait pour capitalistes

Le Crédit d'impôt recherche (CIR), créé par la gauche en 1983, est un bon exemple de subvention publique à des capitalistes privés, en toute opacité. Revalorisé sous Sarkozy, le CIR atteint aujourd'hui 6 milliards d'euros par an. En 2012, Hollande avait promis de le réformer : eh bien, rien n'a changé.

Quelles sont les entreprises qui bénéficient du CIR, et pour quel montant ? C'est secret. Un rapport a bien été rédigé en 2015, mais sa publication a été empêchée par les sénateurs de droite et du PS. En réalité, 80 % du CIR va aux grandes firmes multinationales. L'industrie pharmaceutique, par exemple, s'est octroyé deux milliards de CIR entre 2008 et 2012 tout en détruisant 2 400 emplois de recherche et développement. Ces firmes fraudent massivement pour toucher le CIR, par exemple en déclarant au fisc des salariés comme chercheurs alors qu'ils ne le sont pas.

Sanofi, qui a touché

près de 130 millions par an tout en supprimant 4 700 emplois, dont 2 000 salariés de ses laboratoires, a versé 30 milliards d'euros à ses actionnaires entre 2008 et 2016, et a délocalisé sa trésorerie en Belgique, pour payer moins d'impôts.

Un autre exemple est celui de Renault, qui touche 140 millions d'euros de CIR par an et qui, pour ne pas dépasser le plafond légal, avait créé des filiales fantômes, tout en réduisant ses investissements et ses effectifs en recherche et développement. 140 millions d'euros, c'est ce qui est nécessaire pour faire fonctionner une université de 20 000 étudiants.

Avec 3 % du CIR, soit 180 millions d'euros, l'État pourrait créer 3 000 emplois publics. L'ensemble du CIR, 6 milliards d'euros, c'est plus de deux fois ce que l'État alloue annuellement à tout le CNRS. Alors, l'argent public doit aller aux services publics!

M.B.

Au 1^{er} janvier : tout augmente, sauf les salaires

En guise de vœux de bonne année, les augmentations en tout genre pleuvent en ce début d'année. C'est d'abord le gaz qui va augmenter de plus de 5%.

À cette hausse s'ajoute celle du prix du timbre, qui augmentera de 6,3%. La taxe sur les contrats d'assurance auto-habitation augmente de 1,60 euro. Quant aux complémentaires-santé, le relèvement des prix pour les contrats individuels devrait être compris entre 2% et 4% en moyenne,

tandis que les contrats collectifs connaîtront une hausse variant entre 3% et 5%.

La palme des augmentations revient aux frais bancaires, qui devraient progresser de 13% de manière complètement arbitraire. Le smic quant à lui augmente de 0,93% : en net, cela fera 1 153 euros, soit 11 euros de plus ! Une nouvelle fois, le gouvernement s'est refusé à aller au-delà de l'augmentation légale du smic censée suivre l'inflation.

Aline Urbain



Tabagisme : une drogue qui tue, mais qui rapporte

À compter du 1^{er} janvier 2017, les buralistes ne pourront plus vendre que des paquets de cigarettes neutres, sans logo, ni couleurs distinctives. Cette seule mesure a exigé de longues années de mobilisation de la part des associations de lutte contre le tabagisme, les groupes cigarettiers montrant leur capacité à faire prévaloir leurs intérêts auprès des autorités publiques.

Ainsi il a fallu quatre années de bras de fer avec les cigarettiers et les buralistes pour que la ministre de la Santé, Marisol Touraine, obtienne que les cigarettes soient vendues dans des paquets vert olive, sur lesquels doivent figurer des photos montrant les conséquences du tabac, des gencives pourries par le goudron par exemple.

Habités qu'ils sont à pouvoir tuer en toute impunité, Seita, filiale française du cigarettier britannique Imperial Tobacco, Philipp Morris ou encore Japan Tobacco International avaient déposé des recours, – qui ont été rejetés par le Conseil d'État – mettant en avant le respect des droits de propriété intellectuelle. Rien ne peut surprendre, de la part d'industriels qui n'ont pas si longtemps, que le tabac ait le moindre effet néfaste pour la santé.

Que l'État mène la lutte

contre le tabagisme qui tue des dizaines de milliers de personnes chaque année, vingt fois plus que les accidents de la route, c'est bien la moindre des choses. Mais cette lutte reste bien en dessous de ce qu'elle devrait être face à un tel fléau. Ainsi, Marisol Touraine a certes réclamé la création d'un fonds de prévention du tabagisme, mais celui-ci serait doté de 32 millions d'euros. Une somme bien dérisoire à côté des 14 milliards d'euros que les taxes sur le tabac rapportent à l'État. Et encore plus dérisoire par rapport aux 18 milliards d'euros de chiffre d'affaires de l'industrie du tabac.

Comme bien d'autres problèmes de santé publique, la lutte contre le tabagisme se heurte à une maladie qui ronge toute la société : la soif de profit des capitalistes.

Léna Pigalli

Industrie pharmaceutique : la science sauve, le capitalisme assassine

La maladie génétique qui, bien que rare (une naissance sur 10 000), tue le plus grand nombre d'enfants dans les toutes premières années de vie, l'amyotrophie spinale infantile, est peut-être enfin en passe d'être vaincue. Du moins en théorie car, en pratique, se dresse un obstacle de taille : le coût du traitement.

Après des dizaines d'années de recherches, qui ont impliqué de très nombreux laboratoires académiques dans le monde entier, le gène responsable de cette maladie a été identifié il y a vingt ans par une équipe de l'Inserm à l'hôpital Necker de Paris. La compagnie pharmaceutique Biogen, qui exploite à des fins privées le résultat d'années de recherches publiques, vient de faire valider par les autorités réglementaires américaines le premier traitement ayant démontré une efficacité thérapeutique chez 40% des enfants

traités dans leur première année de vie.

Ce traitement, appelé Nusinersen, est une molécule chimique dite antisens qui, du fait de sa ressemblance avec une toute petite partie du gène muté chez les patients, redonne à leurs cellules la possibilité de produire une protéine efficace.

Le Nusinersen est donc potentiellement un de ces succès de la science moderne, capables de transformer radicalement le pronostic des pires maladies. Sauf que l'avidité des actionnaires de Biogen n'a

aucune limite, et que le système capitaliste leur donne les pleins pouvoirs pour la satisfaire.

Ils viennent donc de décider que le prix pour ce traitement – qui ne coûte presque rien à la production – serait de 125 000 dollars par injection, sachant qu'il en faut six la première année, puis trois chaque année durant toute la vie (plus de 350 000 euros par an).

Les analystes financiers de Wall Street prévoient, en s'en réjouissant, que cela rapportera jusqu'à 1,6 milliard de dollars par an aux actionnaires de Biogen. En revanche, ils n'ont pas évalué avec la même précision le nombre d'enfants qui mourront, faute d'avoir pu bénéficier d'un traitement aussi cher !

Hugues Jackson

LA VÉRITABLE RICHESSE, C'EST LA SANTÉ.



Clermont-Ferrand : la crise chez les agriculteurs

Récemment, un groupe d'agriculteurs, ayant à leur tête les présidents du Cantal et de la Haute-Loire de la FNSEA, sont venus manifester à Clermont-Ferrand pour qu'on leur verse des aides financières promises depuis 2015.

C'est l'ASP, l'Agence des services des paiements, qui est chargée des versements agricoles. Les retards importants, près de deux ans, seraient dus aux effectifs insuffisants mais aussi aux difficultés de fonctionnement d'un matériel informatique fourni par le ministère de l'Agriculture mais qui s'avère inadapté.

Les conséquences sont dramatiques pour au moins un millier d'agriculteurs qui attendent leur chèque promis par la PAC, la Politique agricole commune.

Cette situation concerne beaucoup d'exploitations. Certes, toutes ne sont pas touchées par la crise. Ainsi

la filière céréalière de même que celle des betteraves et des pommes de terre s'en tirent plutôt bien, avec une hausse de leurs revenus de plus de 20% par rapport à l'année précédente.

En revanche, les éleveurs de bovins, avec leur production de viande et surtout de lait, subissent la crise, aggravée par les grands groupes comme Lactalis qui leur achètent le litre de lait à un prix dérisoire. La fin des quotas laitiers européens a provoqué un surplus d'excédents, que ce système capitaliste essaie de limiter en envoyant à l'abattoir de plus en plus de vaches laitières. Quant aux éleveurs,

on ne leur paie même plus les carcasses.

D'après les syndicats agricoles, huit à dix mille paysans ayant des factures de fourrage, engrais et matériels qu'ils ne pourront jamais régler, se verraient ainsi contraints d'abandonner leur ferme.

Ce serait la moindre des choses que les aides de la PAC de 2015 leur soient versées immédiatement. Car, autre absurdité, pour pouvoir verser les aides de 2016 qui s'achève, il faut avoir soldé celles de 2015 !

On comprend le désespoir mêlé à la colère de ces agriculteurs malmenés par le système, alors que, dans le même temps, une minorité de gros propriétaires liés aux banques, dont le Crédit agricole, se tirent aisément d'affaire.

Correspondant LO

Touche pas à ma ZEP : le mouvement redémarre

La rentrée de cette nouvelle année 2017 ne s'est pas effectuée sans accroc : des lycées des banlieues populaires ont déclenché un mouvement de grève reconductible sur la question de l'Éducation prioritaire.

24 lycées étaient représentés à l'assemblée générale d'Île-de-France, réunie le 3 janvier à la Bourse du travail de Paris. À Marseille, où le mouvement est bien suivi, sept établissements étaient présents à l'assemblée de ville, deux lycées étaient complètement fermés. Les deux assemblées générales ont reconduit la grève pour le 4 janvier. Une nouvelle journée de mobilisation et de manifestation est également prévue le 5 janvier, à Paris comme à Marseille.

Pour les salariés de ces lycées, l'enjeu est de taille. En rayant les lycées de la

carte de l'Éducation prioritaire, le gouvernement socialiste a ouvert un boulevard à son successeur. C'est la porte ouverte à la suppression de tous les moyens supplémentaires dont disposent ces lycées notamment en termes de postes d'assistants sociaux et d'infirmiers. Pour les lycées généraux, les classes de seconde, limitées actuellement à 30 élèves, pourraient passer à 35 ; pour les lycées professionnels de 24 à 30 élèves. Ces lycées disposent aussi d'une dotation horaire plus favorable, permettant à toutes les classes d'avoir par exemple deux



professeurs principaux au lieu d'un.

D'autre part, et ce n'est pas négligeable, les enseignants comme le personnel administratif et le personnel d'entretien touchent une prime, parce que le métier y est plus pénible. Alors, cela explique que la mobilisation, certes encore minoritaire, gagne du terrain. Pour les grévistes, la prochaine étape est donc

d'élargir le mouvement à tous les lycées des quartiers en difficulté, y compris à ceux qui ne bénéficiaient pas des dispositifs en faveur de l'Éducation prioritaire.

La ministre de l'Éducation nationale a cédé sur la prime, qui est prorogée jusqu'en 2019. Elle a prétendu distribuer 450 postes aux lycées en difficulté, mais en réalité, elle les a

pris à d'autres lycées, ce qui est scandaleux. Elle prétend soutenir les grévistes, affirmant les comprendre, mais elle leur a déclaré qu'ils devront s'adresser à celui qui sera élu en 2017 ! Les grévistes ont déjà prévu un prochain temps fort, en région parisienne, mardi 10 janvier, histoire de montrer qu'ils ne désarmeraient pas.

Correspondant LO

Droits des femmes : Jacqueline Sauvage enfin libre

François Hollande s'est enfin décidé à accorder jeudi 29 décembre une grâce totale à Jacqueline Sauvage, qui a été libérée le soir même après avoir passé quatre ans en cellule.

Cette femme de 69 ans avait été condamnée à dix ans de prison pour avoir tué son mari en 2012. Pendant 47 ans, elle avait été victime de violences conjugales, deux de ses filles ont été violées par le père, et son fils, également victime de violences, s'était suicidé quelques heures avant la mort du père.

Cette libération est le résultat du combat de son comité de soutien et des associations féministes qui

ont dénoncé cette injustice, ainsi que de tous ceux qui se sont joints à cette protestation. Une pétition avait recueilli plus de 400 000 signatures. Cette mobilisation avait amené Hollande à accorder une grâce partielle en janvier 2016. Par lâcheté politique, Hollande s'était contenté de cette demi-mesure, qui laissait à l'institution judiciaire le droit de décider si Jacqueline Sauvage pouvait bénéficier d'une libération anticipée.

À deux reprises, mi-août et fin novembre, les juges ont décidé de la maintenir en prison, invoquant un soutien médiatique qui la maintenait dans un « discours de sur-victimisation ». En novembre, les juges ont osé justifier leur décision en expliquant que Jacqueline Sauvage n'avait pas de « réel et authentique sentiment de culpabilité » et avait « une réflexion pauvre et limitée ».

Persistant dans cette attitude à l'annonce de la grâce présidentielle, Virginie Duval, présidente du syndicat majoritaire des magistrats, a dénoncé « une

nouvelle atteinte à l'indépendance de la justice par l'exécutif ». Jusqu'au bout, l'appareil judiciaire aura ainsi montré à quel point il se soucie peu de protéger les femmes victimes de violences conjugales. Une femme meurt encore tous les trois jours sous les coups de son époux ou conjoint. 223 000 femmes sont victimes de violences conjugales graves. Parmi elles, seules 14 % ont osé déposer plainte, terrifiées, à l'idée que le conjoint ne l'apprenne et n'exerce des représailles. Lors de son procès, c'est le principal reproche que les magistrats

ont adressé à Jacqueline Sauvage : ne jamais avoir déposé de plainte. Pourtant, ils connaissent ces statistiques, ils savent que bien souvent les femmes sont confrontées à des policiers qui minimisent les faits. Le cas de Jacqueline Sauvage montre que, pour faire reculer les violences sexistes et plus généralement pour défendre leurs droits, les femmes doivent avant tout compter sur leurs mobilisations face à l'hypocrisie des milieux réactionnaires, l'indifférence des institutions et la lâcheté des gouvernants.

Aline Urbain

Hébergement d'urgence : une société au cœur froid

Qu'il fasse froid en hiver ne devrait surprendre personne. Et surtout pas ceux qui nous gouvernent, s'il est vrai que gouverner, c'est prévoir. Seulement voilà, ce que les pouvoirs publics ont prévu pour faire face aux besoins de ceux qui n'ont pas de quoi se loger par grand froid ne suffit pas. Et de loin. On le sait, nos gouvernants le savent mais, année après année, la situation reste dramatique.

Ainsi, faute de lieux mis à disposition par les autorités pour héberger ceux qui se retrouvent à la rue, le pôle hébergement et réservation hôtelière du Samu social de Paris (PHRH) doit tourner sur un demi-millier d'hôtels pour loger, chaque jour, plus de 30 000 personnes, dont près de la moitié d'enfants mineurs.

C'est un énorme gâchis, inefficace, qui plus est. Ce recours à l'hôtellerie privée coûte des sommes fara-

mineuses au Samu social financé par l'État et par la ville de Paris. Des hôteliers récupèrent ce pactole en fournissant, parfois, des locaux à la limite de l'insalubrité.

Mais même ainsi, et en élargissant régulièrement son recours à ce type d'hébergement, dix ans après sa création, le PHRH n'y arrive plus. Son numéro d'urgence pour ceux qui sont à la rue, le 115, déjà saturé en temps normal, s'est trouvé plus débordé que jamais avec les températures

glaciales de fin décembre-début janvier. Et cela sans avoir les moyens de proposer un hébergement à tous ceux, plus nombreux que d'habitude, qui appellent au secours.

Alors, cet hiver encore, des milliers de travailleurs trop pauvres pour

payer un loyer, des chômeurs, des SDF, des jeunes ou des moins jeunes, des hommes, souvent des femmes seules, et même des familles avec enfants, vont continuer à devoir dormir dehors. Et, comme chaque année, il est probable que certains en

mourront.

Ce n'est pas la rudesse du climat qui est en cause, mais la façon dont fonctionne cette société, qui jette des travailleurs à la rue, qui écrase les plus démunis, sans s'inquiéter de la façon dont ils survivent.

Pierre Laffitte

Saint-Barthélemy-d'Anjou : non aux expulsions de Roms !

Samedi 7 janvier 2017, un rassemblement est prévu à 15h place du Ralliement, à Angers, pour protester contre l'expulsion imminente de plusieurs familles roms, qui ont trouvé refuge depuis octobre dernier dans un immeuble vide de la caserne des

pompiers du Chêne Vert, à Saint-Barthélemy-d'Anjou.

Une cinquantaine de personnes, d'origine roumaine ou kosovare, sont menacées de se retrouver à la rue, la préfecture prétextant un risque imminent pour l'hygiène et la sécurité. Mais le collectif de syndicalistes qui

s'oppose à l'expulsion souligne à juste titre que l'hygiène et la sécurité ne seront pas meilleures sous un pont – ce qui est à l'évidence l'endroit où les expulsés, enfants et handicapés compris, se retrouveront s'ils sont mis dehors.

Correspondant LO

Turquie : **Erdogan l'apprenti sorcier**

En Turquie, les autorités avaient averti qu'un danger terroriste planait sur la nuit du Nouvel An, sans oublier d'ajouter qu'elles avaient pris toutes les précautions nécessaires. Mais rien n'y a fait.

À Istanbul, 17 000 policiers avaient été déployés pour surveiller les lieux où la foule pouvait se concentrer, comme la place Taksim et ses alentours. Mais c'est à quelque distance de là, au Reina, un club de luxe prisé des célébrités, qu'une attaque s'est produite. Un homme surgit d'un taxi et abattit l'unique policier de garde à la porte, avant d'entrer et de vider ses chargeurs sur les personnes présentes, faisant 39 morts et une soixantaine de blessés. Il a pu s'échapper avec le reste de la foule, lorsque la police a fait évacuer le local.

Aux dernières nouvelles, il courait encore, malgré les déclarations de la police assurant être sur sa trace.

Comme toujours, le gouvernement Erdogan évoque un grand projet terroriste qui viserait à déstabiliser le pays, dans lequel il mêle sans distinction les nationalistes kurdes du PKK, ses rivaux islamistes du clan de Fethullah Gülen et les hommes de l'organisation État islamique (EI). Cela évite d'avoir à donner des explications politiques et il ne faut pas compter non plus pour cela sur les médias, toutes les voix un peu critiques en ayant été écartées depuis la tentative de coup d'État du 15 juillet dernier.

Or, si des nationalistes kurdes commettent des attentats en visant la police et l'armée, la politique du gouvernement y est pour beaucoup. C'est lui qui, durant l'été 2015, a mis fin aux négociations entreprises avec



Évacuation d'une blessée après l'attentat à Istanbul.

le PKK et relancé la guerre menée depuis plus de trente ans contre le désir d'autonomie des populations kurdes. Et si des attentats de l'EI, qui a revendiqué celui du Reina, visent maintenant la Turquie, c'est aussi un retour de bâton pour la politique

d'Erdogan, car c'est son gouvernement qui, en grande partie, a armé les djihadistes.

Pendant des années, la Turquie a en effet été le principal appui des groupes djihadistes opérant dans la Syrie voisine pour tenter d'abattre le régime d'Assad. Elle leur a fourni un appui logistique, des camps d'entraînement, elle a accueilli les combattants blessés ou en quête de repos et, surtout, elle leur a fourni des armes en quantité. La collaboration de la police et de l'armée turques leur était assurée, avec l'appui des services secrets du régime, mais aussi de ceux des États-Unis ou de la France.

Aujourd'hui, après bien des réticences, Erdogan tente de sortir de l'impasse où il s'est mis en Syrie et s'allie avec la Russie en vue d'une solution politique sauvegardant le régime d'Assad, combattant les groupes djihadistes sur le terrain et tentant de les mettre hors jeu. Mais ceux-ci ne manquent ni de moyens pour lui faire payer ce lâchage, ni d'amis en Turquie, et jusqu'au sein de la police. On l'a vu le 19 décembre, quand un jeune policier de la garde rapprochée d'Erdogan a abattu l'ambassadeur russe, en criant des slogans djihadistes, avant d'être abattu à son tour.

La Turquie, les États-Unis, la France, avec l'appui de la Russie, voudraient maintenant chasser les djihadistes de l'État islamique du territoire qu'ils occupent, afin de restaurer un semblant de stabilité en Syrie et en Irak. Mais, si l'État islamique est un monstre, c'est un monstre que toutes ces puissances ont contribué à armer et dont elles auront bien du mal à se débarrasser.

C'est vrai en premier lieu de la Turquie, non seulement frontalière de la Syrie et de l'Irak, mais longtemps complice directe des groupes djihadistes. Si ceux-ci doivent quitter ces deux pays, c'est en Turquie qu'ils pourront se replier, trouver des complicités et se sentir comme chez eux. En tout cas, ils ont décidé de riposter en tentant de mettre en difficulté Erdogan, et celui-ci est impuissant à les arrêter, tel l'apprenti sorcier devant le feu qu'il a allumé. Les premiers à le payer risquent malheureusement de se trouver parmi la population turque, cible possible d'attentats mais aussi et surtout d'un climat politique de plus en plus lourd, marqué par les arrestations, les procès, les déclarations hystériques des politiques, les appels à la délation et les bruits de complot.

Julien Silva

Procès pour délit d'opinion

Du fait que sur le banc des accusés se trouvait l'écrivaine Asli Erdogan, connue hors des frontières de la Turquie, le procès commencé jeudi 29 décembre à Istanbul a fait les titres de la presse jusqu'en France. C'est peut-être ce qui a valu à l'écrivaine et à une coaccusée, la linguiste Necmiye Alpay, d'être mises en liberté le soir même par le juge, sans cependant que cela mette fin au procès, qui a repris dès le 2 janvier.

Asli Erdogan n'a aucun lien de parenté avec le président turc Recep Tayyip Erdogan, ce patronyme étant assez répandu dans le pays. Avec Necmiye Alpay et deux journalistes, elle a été arrêtée en août lors d'un coup de filet de la police à la rédaction du quotidien *Özgür Gündem*, catalogué comme prokurde car il donne la parole aux partisans de l'autonomie des régions kurdes et aux opposants à la guerre que le régime turc y conduit depuis des décennies. Il n'en faut pas plus pour que ses

rédacteurs soient accusés régulièrement d'appartenance à une organisation terroriste, en l'occurrence le PKK, l'organisation de guérilla kurde de Turquie, et cela peut leur valoir la prison à perpétuité.

Le régime a réagi à la tentative de coup d'État du 15 juillet par de vastes opérations de police, visant d'abord tous les suspects d'appartenir ou d'avoir des liens avec la secte de Fethullah Gülen, ce rival de Recep Erdogan réfugié aux États-Unis, que ce dernier accuse d'avoir orchestré cette

opération. Mais la répression s'est rapidement élargie à ceux qui soutiennent de près ou même de loin la cause des Kurdes. Asli Erdogan et Necmiye Alpay, pour leur part, n'ont fait que manifester leur solidarité contre cette répression.

Il est commode pour le pouvoir de confondre sous le même vocable d'organisation terroriste les gülenistes, les nationalistes kurdes et les hommes liés à la mouvance djihadiste, comme l'auteur de l'attentat du 1^{er} janvier. Il voudrait ainsi justifier sa politique et faire oublier ses propres responsabilités dans la situation. Cela ne fait que l'engager toujours un peu plus dans une impasse, y compris quand il traîne des écrivains et des journalistes devant les tribunaux pour ce qui n'est qu'un délit d'opinion.

J. S.

Migrants : **les damnés de la terre**

Le 1^{er} janvier, un millier de migrants ont pris d'assaut la clôture de Ceuta, en Espagne, qui constitue la frontière terrestre entre l'Afrique et l'Europe.

Pour empêcher les réfugiés de parvenir en Europe, une double barrière de six mètres de haut, renforcée de barbelés et surveillée, a été

érigée. Seuls deux migrants sont parvenus à entrer en Espagne, les autres ont été refoulés au Maroc. L'assaut a été particulièrement violent, les migrants s'étant armés de barres de fer, de cisailles et de pierres pour faire face aux forces de l'ordre.

Le nombre de ces migrants qui fuient la guerre et la misère n'a fait qu'augmenter ces dernières années. Les

réfugiés syriens sont passés de 320 000 à 5 millions de 2012 à 2015. En tout, le haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) compte 21 millions de réfugiés et 65 millions de déracinés sur la planète.

Ce sont les pays les plus pauvres qui doivent accueillir la plus grande partie de ces réfugiés. Ainsi, un quart de la population libanaise

est constituée de réfugiés. Le Kenya possède plusieurs camps de réfugiés, dont le plus grand, celui de Dadaab, comprend plus de 640 000 réfugiés. La Turquie accueille 2,5 millions de réfugiés et le Pakistan 1,6 million. Ces hommes, ces femmes, ces familles sont parqués pendant des années, sans avenir, le plus souvent sans possibilité de travailler, sans possibilité

de se soigner et d'éduquer leurs enfants. L'Europe n'accueille que 6% de l'ensemble des réfugiés. Les États les plus riches, qui auraient les moyens d'accueillir plus largement, ferment toujours davantage leurs frontières, élevant des murs toujours plus hauts... qui condamnent des millions d'hommes à risquer toujours plus leur vie.

Inès Rabah

Tchad : les travailleurs contre un régime corrompu

Le Premier ministre, Bernard Cazeneuve, s'est déplacé au Tchad le 25 décembre, accompagné du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. Rendant visite aux troupes françaises dont ce pays est la plaque tournante en Afrique, il en a profité pour apporter son soutien au dictateur Idriss Déby, réélu en avril dernier pour un cinquième mandat, à l'issue d'un scrutin qualifié de hold-up électoral par l'opposition.

Cazeneuve a déclaré : « La France est aux côtés du Tchad sur la crise économique et sociale. » La crise sociale en question, ce sont les grèves qui se succèdent depuis maintenant plus de trois mois dans tout le pays, en réaction au renchérissement de la vie, aux attaques du gouvernement et à la corruption. Les enseignants et les personnels de santé notamment sont en première ligne.

Le mouvement doit faire face à la répression. Ainsi, le 6 décembre dernier, des travailleuses qui avaient décidé une marche pacifique nationale pour soutenir la grève ont été dispersées par la police. Une de leurs dirigeantes déclarait : « Les femmes souffrent beaucoup à cause de cette situation de grève sans salaire. Nos

enfants ne vont plus à l'école, les femmes ne peuvent pas aller à l'hôpital, elles meurent en accouchant, les enfants meurent parce qu'ils sont malades, donc nous en avons assez. »

Dans le numéro du 2 décembre de leur journal *Le pouvoir aux travailleurs*, nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) décrivent les raisons de ce mouvement de protestation et dénoncent la corruption qui règne au Tchad.

La plateforme revendicative de l'Union des syndicats du Tchad (UST) est un ensemble de mesures revendicatives des travailleurs, comme l'augmentation générale des salaires pour faire face à la hausse incessante des prix

des denrées de première nécessité, le versement régulier des salaires et le paiement des arriérés. Au lieu de satisfaire ces revendications légitimes, le gouvernement n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. Sous prétexte de faire face à la crise due à la baisse des revenus pétroliers, mais en réalité à cause de la dilapidation des fonds publics par Déby et son clan, le gouvernement a unilatéralement pris 16 mesures drastiques et impopulaires, dont la suppression de 80 % des primes et indemnités des fonctionnaires et des agents de l'État pour une période de dix-huit mois. C'est ce qui a poussé l'UST à lancer une grève générale.

Pourtant, l'argent pour payer tous les fonctionnaires et agents de la fonction publique existe bel et bien, mais dans les poches de Déby, son

clan et sa famille. Prenons par exemple le cas des deux neveux de Déby. L'un est placé depuis 2013 à la tête de la cimenterie de Baoré, localité située à 40 km de la ville de Pala, au sud. Ce grand complexe industriel construit par une entreprise chinoise abrite à la fois les installations de l'usine, les bureaux et les logements pour les employés. Les 900 millions de francs CFA de recettes par mois que touche ce neveu vont directement dans un compte personnel. Sa propre entreprise, la Simcobat, s'est vu attribuer toutes les tâches au sein de la cimenterie : entretien, nettoyage, gardiennage, etc.

L'autre neveu a fait main basse sur les recettes que rapporte l'aéroport international de Ndjaména. Il voulait le privatiser, mais son oncle Déby

s'y est opposé. Néanmoins, il bénéficie gracieusement des 400 millions de recettes mensuelles.

Tout cet argent, s'il était confisqué, pourrait servir à payer en partie, voire même en totalité, les salaires des fonctionnaires et agents de l'État. Mais il ne faut pas attendre cela d'Idriss Déby, car il y va des intérêts de son clan et de sa famille. Espérons qu'un vent de mécontentement de la part des travailleurs et des classes pauvres puisse balayer un jour ces sangsues au pouvoir, et que les travailleurs aient toujours leur mot à dire, indépendamment d'autres catégories sociales et surtout des politiciens qui pourraient s'appuyer sur leur lutte pour parvenir au pouvoir.

Le pouvoir aux travailleurs



Travailleuses en grève.

Burundi : dictature et démagogie ethnique

Au Burundi, le ministre de l'Environnement a été assassiné le 1^{er} janvier. Depuis que le président Nkurunziza a annoncé, il y a maintenant deux ans, sa volonté d'être réélu pour un troisième mandat, et l'a effectivement été en 2015, les assassinats de dignitaires du régime se succèdent, et une répression de plus en plus sauvage s'abat sur la population. 500 personnes ont été tuées et 300 000 se sont enfuies dans les pays voisins.

À la fin décembre, Nkurunziza a encore mis de l'huile sur le feu en déclarant qu'il se verrait bien

réélu en 2020 pour un quatrième mandat. Il est haï par la plus grande partie de la population, qui doit vivre

dans la misère alors que son clan accapare les quelques richesses du pays. La peur règne désormais partout et plus personne n'est à l'abri. Dès les premières manifestations en avril 2015, à l'annonce du troisième mandat, la police avait ouvert le feu sur les manifestants, emprisonné et torturé systématiquement les opposants politiques ou les journalistes. Mais cette répression s'est bientôt généralisée après

l'échec d'une tentative de coup d'État militaire en mai 2015. Les quartiers qualifiés de contestataires de Bujumbura, la capitale, sont désormais ratissés systématiquement par les forces de répression. Des hommes sont retrouvés mains liées dans le dos, exécutés d'une balle dans la tête. Les centres de torture se multiplient, et les nervis des forces de sécurité s'y livrent à tous les sévices. Chacune et chacun peut être arrêté à la sortie de chez lui, et on ne compte plus les disparus.

Le régime est prêt à tout pour garder le pouvoir, et en particulier à raviver les tensions entre les deux principales composantes du pays, Hutu et Tutsi. Les habitants des quartiers rapportent les propos suivants de ceux qui les pourchassent : « Vous, les Tutsi, on va tous vous lessiver, on va tous vous tuer, on va tous vous faire quitter le pays. » Dans ce petit pays, les différentes composantes de la population étaient parvenues à vivre en paix après une guerre civile qui, comme au Rwanda voisin,

avait fait des centaines de milliers de morts et mis aux prises pendant de longues années les groupes armés se réclamant de l'identité Hutu ou Tutsi. La menace de ces massacres de masse, visant les Tutsi mais aussi les Hutu opposés au régime, ressurgit aujourd'hui pour la population, et c'est bien pourquoi ceux qui le peuvent s'enfuient en abandonnant tout.

Aujourd'hui, les grandes puissances agitent le risque d'un génocide. Ce sont pourtant elles qui ont semé le poison empoisonné de l'ethnisme. À l'époque où le Burundi comme le Rwanda étaient sous leur coupe, elles ont systématiquement différencié et opposé les uns aux autres des groupes humains comme les Hutu et les Tutsi, se servant des seconds pour dominer les premiers, et générant les haines qu'exploitent aujourd'hui des dirigeants comme Nkurunziza. C'est cette politique criminelle que paie encore aujourd'hui la population du Burundi.

Daniel Mescla



Syndicalisme : le fléau de la collaboration de classe

La mort de François Chérèque, qui fut à la tête de la CFDT de 2002 à 2012, a entraîné de la part de toute la classe politique, de gauche à droite, une avalanche intéressée d'éloges « au réformiste », « au syndicaliste qui rejetait la lutte de classe et la remplaçait par le dialogue », etc. La droite, Fillon en particulier, tenait à le remercier de l'avoir aidé, en tant que dirigeant de la CFDT, à faire passer la réforme des retraites en 2003, prélude à la fin de la retraite à 60 ans.

Les travailleurs, eux, n'ont évidemment aucune raison de le féliciter pour cette collaboration qui fait reculer les droits des salariés, une politique que la CFDT revendique ouvertement, même si elle n'est pas le seul syndicat à la pratiquer.

Il faut avoir une vision très orientée en faveur du patronat et des capitalistes pour parler de réformes et de réformisme, quand il s'agit en réalité de remettre systématiquement en cause les quelques protections qui avaient été concédées au monde du travail avant la crise. Ce que le patronat et les gouvernants, de droite comme de gauche, appellent le dialogue social, n'est rien d'autre que la complicité des dirigeants syndicaux et du patronat contre les intérêts de classe des travailleurs. L'exemple le plus récent de cette complicité a été, malgré l'hostilité d'une majorité de la population et surtout des travailleurs, l'aval et l'appui apportés par la CFDT à l'adoption, au passage en force, faudrait-il dire, de la loi travail en 2016.

Depuis longtemps, la CFDT revendique haut et fort ce rôle d'accompagne-

ment des volontés du patronat, ce qu'elle nomme un dialogue constructif. En fait, déjà depuis 1973, avec Edmond Maire, suivi par Nicole Notat, François Chérèque et aujourd'hui Laurent Berger, la direction de cette confédération a, pourrait-on dire, la franchise de ces choix, opposés aux intérêts des travailleurs. Mais, de manière moins ouverte, chacune des grandes confédérations syndicales le fait aussi à sa façon, sans le claironner en permanence comme la direction de la CFDT. Toutes entendent être « considérées comme de véritables partenaires » par le patronat et les gouvernants.

Mais de quel partenariat peut-il être question ? Les dirigeants syndicaux savent bien dans quelle situation la société se trouve : en pleine guerre sociale menée par la grande bourgeoisie pour arracher des reculs au monde du travail pour garantir et, si possible, accroître ses profits. Le seul rôle que le patronat et les gouvernants, quels qu'ils soient, veulent bien concéder aux bureaucraties syndicales, c'est d'être leurs porte-parole auprès d'eux, c'est de défendre

auprès des travailleurs les sacrifices que le patronat veut imposer, en l'aidant au besoin à y parvenir. Voilà à quoi se résume le syndicalisme dit de dialogue. Des générations de travailleurs qui s'opposaient à l'exploitation capitaliste se sont battus contre ces méthodes.

Pour les militants ouvriers conscients des intérêts de leur classe, les militants socialistes puis communistes qui ont construit ces syndicats de lutte, le syndicat devait être l'école de la classe ouvrière. C'est là où, comme le disait Pelloutier, elle « apprenait la science de ses malheurs ». C'est là où il s'agissait de donner aux exploités la fierté d'appartenir au monde du travail, avec la conscience que c'est la classe ouvrière qui mettra fin à l'exploitation capitaliste et construira une société nouvelle, plus fraternelle, plus juste, sans exploitation ni guerre, qui donnera à chacun selon ses besoins.

Ce syndicalisme-là ne prônait pas la collaboration de classe, mais la lutte de classe. Il avait des militants ouvriers qui, dans chaque lutte, cherchaient à renforcer la confiance des travailleurs dans leur capacité à abattre le vieux monde. Face à la faillite du syndicalisme de collaboration de classe, dont Chérèque se voulait un héraut, avec d'autres, ce sont ces valeurs et ce syndicalisme de combat dont la classe ouvrière a un besoin urgent.

Paul Sorel



Manifestation contre la réforme des retraites en septembre 2003, à Orléans.

..... Fil rouge

Les congés donnent de l'urticaire au patronat

En ce qui concerne les jours fériés, l'année 2017 sera favorable aux salariés qui pourront bénéficier de six week-ends de trois jours.

C'en est trop pour le Medef, qui réclame la suppression de deux jours fériés. Les grandes entreprises licencient à tour de bras, mettent des travailleurs au chômage technique du jour au lendemain, quand ça les arrange, mais à en croire leurs représentants, deux malheureux jours de congés mettraient l'économie en péril et 100 000 emplois seraient en jeu !

Pour demander aux salariés de travailler toujours plus, le Medef ne prend jamais de congés.

Droit à la déconnexion... et droit de se battre

Depuis le 1^{er} janvier, le droit à la déconnexion, introduit dans la loi travail, permet aux travailleurs des entreprises de plus de 50 salariés de refuser les

sollicitations par mail ou téléphone de leurs responsables à tout moment de la journée ou pendant les jours fériés.

Après le droit au travail et le droit au logement, les travailleurs ont maintenant un droit de plus, qu'il leur faudra faire respecter en se battant, comme tous les autres droits inscrits sur le papier.

Bénédiction de la fraude fiscale

Le projet de budget 2017 avait intégré une proposition visant à frapper d'une taxe les sociétés multinationales qui transfèrent tout ou partie de leurs bénéfices vers un pays à fiscalité plus avantageuse. Le Conseil constitutionnel vient de rejeter cette disposition, dite « taxe Google ».

Google peut s'en froter les mains, comme les autres multinationales qui auraient pu se sentir visées.

En réalité, toutes les multinationales pratiquent l'optimisation fiscale, c'est-à-dire la fraude fiscale à grande échelle, et tous les États, même quand ils font semblant de protester, sont complices.

Direccte Grand Est : non aux suppressions d'emplois !

Après avoir engagé le démantèlement du Code du travail à coup de loi El Khomri, le gouvernement s'en prend à ceux qui sont censés le faire appliquer. Le ministère du Travail veut en effet supprimer des postes d'inspecteurs et de contrôleurs du travail : à la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) de la région Grand Est, il est prévu d'en supprimer 26 sur les 212 actuels. À cela s'ajoutent 24 suppressions d'emplois dans

d'autres services.

Le personnel, réuni en assemblée générale avec les organisations syndicales le 15 décembre, a décidé un premier rassemblement de protestation le 12 janvier 2017 à 11 h 30 devant la Direccte de Strasbourg. Il demande le retrait immédiat du plan social et des créations de postes.

Pour le gouvernement, plus de moyens contre la délinquance patronale ne fait pas partie des bonnes résolutions de 2017.

Correspondant LO

Lisez la revue *Lutte de classe*

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste
Au sommaire du n° 180 (décembre - janvier)

- Élection présidentielle : en dehors du cirque politicien, une candidate communiste révolutionnaire
- Élection présidentielle aux États-Unis : la classe ouvrière n'avait pas la parole
- **Le 46^e congrès de Lutte ouvrière**
Textes et discussions
- Le monde capitaliste en crise
- Les élections présidentielle et législatives de 2017
- Interventions des groupes invités (extraits)
- Discussion (extraits)
- En conclusion

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro

Chantier naval STX – Saint-Nazaire : les travailleurs sur leurs gardes

Depuis fin décembre, pas un jour sans que la presse ne se fasse l'écho d'informations sur le rachat de l'entreprise. Aux dernières nouvelles, Fincantieri, principal propriétaire des chantiers navals italiens, serait le mieux placé, voire le seul repreneur sur les rangs.

Ce feuilleton suscite une avalanche de commentaires de la part de prétendus spécialistes qui tentent par ce biais de répandre leurs idées nationalistes et de faire valoir leurs compétences de bons conseillers d'un « capitalisme patriotique » censé protéger les intérêts des travailleurs de la construction navale à Saint-Nazaire.

Tout y passe : des préjugés ouvertement racistes à la valorisation de l'espace maritime français issu de la période coloniale, en passant par l'idéalisation d'un savoir-faire prétendument unique, jusqu'à chanter le rôle « naturellement protecteur » d'un État français qui ne cesse pourtant d'appuyer les attaques des

patrons contre les travailleurs. Ça se bouscule devant les micros !

Pourtant, ces dernières décennies, les ex-Chantiers de l'Atlantique ont multiplié les changements de propriétaires et ont connu l'ensemble des configurations qui sont aujourd'hui présentées comme dévastatrices ou salvatrices : consortiums de banques, « investisseurs », « industriels » nationaux, européens ou asiatiques, avec ou sans la participation de l'État français, jusqu'à la nationalisation. Tous ont mené la même politique, sans même avoir à changer de direction locale ! Réduction drastique de l'effectif en fixe passé de 5 000 à 2 500, remise en cause des

droits acquis par les luttes ouvrières des périodes antérieures, flexibilisation et surexploitation du travail, précarisation forcée avec notamment le recours massif au travail détaché, mise en concurrence des uns contre les autres, plans de compétitivité... Autant d'attaques qui n'ont pu être partiellement contenues que par les ripostes, grèves et débrayages des travailleurs eux-mêmes, et rien d'autre !

Alors, dans un contexte de recul généralisé, ce nouvel épisode de rachat suscite une légitime inquiétude chez les travailleurs. Mais nombre d'entre eux savent que le seul « bon patron » est celui dont on se fait craindre. Et nul doute que les occasions de défendre leur gagne-pain ne manqueront pas dans la période à venir, quelles que soient les intentions précises, l'identité et la nationalité du repreneur.

Correspondant LO

Auchan : la violence de l'exploitation

Dans le magasin Auchan-City de Tourcoing, le 22 novembre dernier, une caissière a fait une fausse couche à son poste de travail. Elle accuse la direction du magasin de ne pas l'avoir laissée aller aux toilettes quand elle le demandait alors qu'elle ressentait des douleurs insupportables. Elle n'a pu quitter son poste que lorsque l'hémorragie s'était déclenchée.

Cette caissière était en contrat de professionnalisation depuis le début du mois de novembre. Aucun aménagement de poste n'avait été accepté après l'annonce de sa grossesse. La direction a poussé le cynisme jusqu'à lui reprocher son absence injustifiée suite à sa fausse couche et elle lui a retiré une partie de sa paie, lui demandant de régulariser sa situation alors qu'elle est en arrêt maladie.

Si, depuis, la direction est revenue sur sa décision, c'est sous la pression de la CGT et suite à la publicité faite à ce scandale. Malgré cela, c'est Auchan qui crie à la manipulation et attaque les syndicats en leur reprochant d'instrumentaliser le drame de cette travailleuse. Quant aux regrets, ils viennent bien tard et ont

été adressés plus à la presse qu'à la jeune femme.

Il y a six mois dans le même magasin, une autre caissière avait été licenciée pour une erreur de caisse de 85 centimes d'euros. Il avait fallu la mobilisation des militants syndicaux CGT de l'Union locale de Tourcoing pour qu'elle soit réintégrée.

Cette direction locale se fait donc remarquer par sa violence contre les travailleurs. Mais cet exemple n'est pas unique. C'est toute l'organisation du travail dans les magasins Auchan, comme dans toute la grande distribution, qui vise à surexploiter les travailleurs et à éviter qu'ils ne s'organisent.

Chez Auchan, les syndicats sont pourchassés, à l'exclusion de la CFTC, syndicat du patron. Les

effectifs sont en baisse dans de nombreux magasins alors que le travail ne diminue pas. Les licenciements sont camouflés sous des départs volontaires ou des licenciements pour faute. Les caissières sont surveillées et poussées à ne pas prendre leurs pauses. Leurs horaires changent régulièrement et c'est même un instrument de chantage pour les directions de magasins. La précarité est partout, et elle sert à faire pression sur tous les salariés. Bien des employés ne sont pas à temps plein.

Cette forme d'exploitation n'est pas nouvelle mais elle s'est accentuée ces dernières années. Comme tous les patrons, Auchan profite de la crise pour aggraver les conditions de travail. C'est ce qui permet à la famille Mulliez, également propriétaires de nombreuses autres marques : Leroy Merlin, Décathlon, Boulanger, Kiabi etc., de s'enrichir et d'être à la tête d'une fortune de 23 milliards d'euros.

Marion Ajar



Les travailleurs de MCSyncro en grève.

MCSyncro – Chanteloup : la grève reprend après les congés

Lundi 2 janvier, au redémarrage après les fêtes, les ouvriers de MCSyncro dans les Yvelines ont repris leur grève, lancée le 5 décembre, pour l'embauche de tous les intérimaires, 200 euros d'augmentation et 1 000 euros de prime annuelle.

Vendredi 23 décembre, dernier jour de travail de 2016, ils ont appris que le tribunal de Valenciennes refusait d'examiner leur demande de condamner MCSyncro pour l'embauche de travailleurs détachés et intérimaires destinés à les remplacer pendant la grève et produire les 5 000 roues montées livrées chaque jour à PSA Poissy.

Comme celui de Versailles, précédemment saisi, le tribunal a invoqué des questions de forme. Cette fois, ce sont les statuts de l'union locale CGT qui l'ont inspiré. Il y est dit « *Le secrétaire général et les autres membres du bureau disposent d'un mandat permanent d'agir et de la représenter en justice.* » Le

tribunal en a conclu que le secrétaire général ne pouvait pas aller en justice seul mais devait le faire avec tout le bureau !

Au-delà de la leçon de français, les grévistes ont senti que la justice n'était pas pressée de leur dire si oui ou non MCSyncro était dans l'illégalité avec ses manœuvres pour tenter de briser leur grève. Loin de les abattre, cela les a déterminés à continuer.

Constatant que les ouvriers recrutés, en général non francophones, venaient de Flandre belge, d'Allemagne, d'Espagne, de Hongrie, de Tchéquie... ils ont mobilisé leurs ressources, celles de leurs amis et, au pire, Google traduction, pour leur adresser un court texte dans leur langue expliquant les raisons de la grève.

Et ils ont apporté de nouveaux moyens de chauffage et de cuisson, histoire de bien montrer leur détermination.

Correspondant LO

Saisonniers : rien dans la hotte

En Rhône-Alpes, près du tiers des travailleurs saisonniers en montagne, plus de 15 000, sont actuellement sans emploi à cause du manque de neige et de touristes.

Wauquiez, le président de la Région, n'avait pourtant pas hésité à jouer au Père Noël pour les stations de moyenne montagne,

en sortant 10 millions d'euros pour qu'elles se paient des canons à neige. Autant de gagné sans rien faire pour le patronat des sociétés de remontée mécanique et de l'hôtellerie/restauration.

Mais pour les travailleurs, le Père Noël est une ordure !

LCL : suppression d'effectifs

Mi-décembre la direction du Crédit lyonnais a dévoilé son projet de suppressions d'emplois pour le siège et l'ensemble des secteurs administratifs. Au menu, d'ici 2018 : entre 750 et 850 postes supprimés sur un effectif total de 4 400, soit près de 20% en moins.

Cela comprendrait majoritairement des départs en retraite, et de 150 à 250 mutations en agences. Mais cela ne rassure pas, car comment être sûr de ces mutations alors que la direction a déjà annoncé au premier semestre 2016 entre 200 et 250 fermetures d'agences dans les grandes villes ?

Cela fait des années que la banque supprime de nombreux postes. Alors que l'effectif était de 42 000 en 1985, trente ans plus tard, il n'est plus que de 20 000.

Ce sont surtout les centres administratifs régionaux qui ont été touchés par ces réductions d'effectifs – par exemple, des années 1990 à aujourd'hui, le nombre de salariés y est passé de 7 000 à 1 700. Et si une partie de ces diminutions est liée à l'automatisation et à l'informatisation de certaines activités, une autre partie s'est faite par l'augmentation des cadences de travail. La direction a même fermé plusieurs de ces centres car elle prétextait, après les avoir elle-même amaigris, qu'ils étaient en dessous du seuil critique.

Dans les unités du siège, les départs en retraite n'étaient souvent pas

remplacés, mais il n'y avait pas eu d'annonces massives de suppressions d'emplois. Là, ce sont quasiment tous les secteurs qui sont touchés.

À son arrivée en mai, le nouveau directeur général avait annoncé le blocage de tous les projets de fonctionnement et d'équipement de la banque (modifications informatiques, gestion de travaux, campagnes de

communication, etc.), car il disait vouloir faire un état des lieux. Dans les unités concernées, les salariés étaient inquiets pour leur avenir et attendaient d'en savoir plus, et aujourd'hui on leur annonce des réductions d'effectifs. Dans le secteur informatique travaillent plusieurs centaines de prestataires. Or, comme la direction a décidé de figer tous les projets, ces salariés ont une forte incertitude sur leur avenir.

Tandis qu'ici on craint le manque de travail, il y a d'autres unités où, par contre, on craint l'augmentation de la charge de travail

du fait des suppressions de postes. Ce sont essentiellement des secteurs de traitement, comme la paye, la comptabilité. Là, le personnel se demande comment le travail va se faire avec 15 ou 20% de monde en moins.

La direction a décidé de faire ces annonces juste avant les congés de Noël, afin sans doute de souhaiter une bonne fête aux gros actionnaires puisque moins de salariés dans l'avenir signifie plus de profits à venir.

De toute façon, cela va déjà très bien pour eux, puisque le groupe Crédit agricole, auquel appartient LCL, prévoit le versement de

60 centimes de dividendes par action aux actionnaires, soit un total de près de 1,5 milliard d'euros.

Les banquiers non seulement se sont bien refait une santé (avec l'aide de l'État, donc avec l'argent des contribuables) depuis la crise de 2008 dont ils étaient responsables, mais ils continuent à vouloir augmenter leurs profits en diminuant leurs frais de fonctionnement aux dépens des salariés. Et ils participent à l'augmentation du chômage en fermant toujours plus la possibilité d'emplois à ceux qui en recherchent.

Correspondant LO

Au siège de Villejuif

En plus des suppressions d'effectifs, un secteur de 30 personnes risque d'être externalisé. La méfiance est grande face aux paroles de la direction. Beaucoup étaient choqués par la manière de faire : « On vient tout juste de signer notre feuille de notation individuelle : comme si de rien n'était, on nous a demandé nos perspectives générales de carrière, etc., mais sans rien nous dire de ce qui nous attendait ! »

Le patron du secteur, venu « informer » avant le repas de Noël, s'est voulu rassurant en déclarant que ce ne sera pas avant 2018, qu'il y aura des mesures

d'accompagnement et que, s'il doit y avoir modification du contrat de travail, ce sera avec l'accord du salarié.

Dans un brouhaha presque constant, il a parlé aussi d'externaliser ou de mutualiser le travail du service sur plusieurs banques (LCL, CASA, CACIB) après avoir expliqué que ce que nous faisons n'était pas le cœur du métier ; Mais « pourquoi serait-ce davantage le cœur du métier de la plateforme de groupe qui ferait... la même chose ? », remarquait, sceptique, une employée.

Les salariés, méfiants, s'interrogeaient à haute voix et exprimaient



l'inquiétude des autres : « Y aura-t-il alors des places prioritaires pour nous ? Où serait située cette unité ? Si c'est à Montrouge ou à Saint-Quentin, pour le temps de transport, ce n'est pas pareil ! » Ou, s'adressant au

directeur, avec ironie : « Si vous ne savez rien et que votre poste est supprimé, faudra-t-il vous défendre ? ». Le chef a dû comprendre qu'il n'arriverait pas à noyer le poisson.

Correspondant LO

Technicentre SNCF d'Oullins : 200 cheminots portent plainte

Les médias locaux ont rendu public le bilan actuel de l'amiante au Technicentre SNCF d'Oullins, dans le Rhône : sur 33 pathologies liées à l'exposition à ce poison, onze cheminots en sont morts.

L'amiante est présent partout dans les ateliers. On en trouve sous forme de poussières déposées sur les charpentes métalliques des ateliers, où ont été usinés, nettoyés, des moteurs, des freins et autres pièces de

locomotives. Et cela depuis des dizaines d'années. On en trouve aussi dans des plaques d'Eternit, sur certains toits, dans des plafonds, etc. Il ne se passe guère de mois sans qu'un droit d'alerte ne soit déposé

ou sans que des travailleurs ne soient amenés à utiliser leur droit de retrait. Des entreprises extérieures spécialisées dans le désamiantage sont d'ailleurs présentes en permanence dans l'établissement.

La CGT cheminot veut faire reconnaître le Technicentre comme site amiante. Dans ce but, 200 plaintes devraient être déposées par des cheminots actifs

et retraités, tous de plus en plus inquiets pour leur santé.

Interrogé par les journalistes du Progrès, le directeur d'établissement reconnaît certes que l'amiante est un problème. Il en profite pour laisser entendre que le coût du désamiantage serait une des raisons du déplacement à Vénissieux du Technicentre, fin 2018. Ce n'est évidemment pas la seule raison. La principale est vraisemblablement que les 18 hectares de terrain que la SNCF possède à Oullins font l'objet de bien des convoitises, en particulier de la part des promoteurs, vu sa proximité avec le quartier Confluence, le nouveau quartier à la mode de Lyon.

Et puis la SNCF supprime partout des emplois : à Oullins, alors que 900 cheminots travaillaient encore dans les années 2000, il

n'en reste plus que 650 environ, 400 à 500 seulement étant envisagés pour le site de Vénissieux.

Mais, si l'amiante peut être pris comme prétexte par la direction SNCF pour fermer son site à Oullins, elle n'en cherche pas moins à utiliser tous les moyens pour éviter qu'il ne soit reconnu comme site amiante. Car cette reconnaissance pourrait lui coûter un nombre d'indemnités de plus en plus important à verser aux victimes actuelles et futures. Des milliers de cheminots y ont travaillé, et ce n'est guère que depuis 1997 que la SNCF a commencé à y prêter attention.

Alors, comme tout patron, elle cherche à gagner du temps en comptant cyniquement sur la disparition « naturelle » des victimes de sa politique.

Correspondant LO



Le Technicentre plein d'amiante.

Air France : la direction contre les hôtesse et stewards

À peine la direction d'Air France a-t-elle dû remballer son projet de filialiser ses activités de maintenance, du fait de la mobilisation quasi immédiate des ouvriers et techniciens de ce secteur, qu'elle repart à l'attaque. Cette fois, c'est au personnel navigant commercial (PNC – les hôtesse et stewards) qu'elle s'en prend.

La direction de la compagnie use là d'une tactique bien rodée : elle s'en prend séparément à telle ou telle catégorie professionnelle, en espérant que le reste du personnel se croira épargné. Si certaines directions syndicales se prêtent à ce jeu patronal du diviser pour régner, l'expérience a appris aux quelque 50 000 salariés d'Air France, ces derniers temps, que personne ne pouvait rester à l'abri. Répétés au fil des ans par la direction, ses plans d'exploitation accrue – avec gel des salaires, suppressions d'emplois, intensification de la charge de travail –, c'est tout le personnel qui en a fait les frais.

Maintenant, elle veut arracher un nouvel accord d'entreprise des PNC qui aboutisse, sur cinq ans, à un gain de productivité de 7,5%. Et, en fait, de 25%, voire 30%, selon ce qu'ont chiffré des syndicats. Pour la direction, c'est une habitude : entre 2012 et 2015, avec son plan de restructuration Transform, elle avait déjà imposé un effort de productivité de 20% au personnel de cabine.

Travailler plus pour un même salaire, avec des effectifs qui diminuent encore, et des rotations en vol plus nombreuses, donc plus pénibles, avec le raccourcissement des temps

de repos entre les vols... c'est un classique de la direction contre les PNC. Elle a même tellement réduit les effectifs de cabine que, fin 2016, elle a dû constater que le personnel n'arrivait plus à faire face. Mais cela a été pour annoncer qu'elle allait procéder à des centaines de recrutements en CDD, avec des conditions de travail et de salaire revues à la baisse!

Pendant que la direction joue du pipeau au personnel avec son dernier plan dit Trust together (« Se faire mutuellement confiance »), elle fourbit ses armes. Et c'est une déclaration de guerre qu'elle lance aux PNC, après être tombée sur un os avec le personnel de

la maintenance.

La seule réponse à lui opposer est celle que lui avaient faite les hôtesse et stewards, en bloquant le trafic par leur grève massive, l'été dernier. Des PNC aux ouvriers de la maintenance, des agents des escales aux pilotes, tous les salariés de la compagnie sont dans le collimateur du patron. Et cela ne se passe pas sans réactions. Ainsi au Passage, à l'aéroport d'Orly-Ouest, le personnel d'Air France a manifesté et débrayé contre des conditions de travail devenues épouvantables, ainsi que contre des baisses de salaire, les 22, 23 et 24 décembre. Et il a remis ça le 30 décembre.

Alors, c'est tous ensemble, toutes catégories confondues, que les salariés d'Air France doivent rendre les coups. Par leur nombre, leur détermination, ils ont les moyens d'obliger leur direction à remballer ses attaques.

Correspondant LO



Lors de la grève de l'été 2016 à Air France.

PSA – Sochaux : le compte n'y est pas

La direction de PSA vient d'annoncer, comme une nouveauté sans précédent depuis 2011, 170 embauches en CDI pour 2017. Il s'agit en réalité de 70 embauches fermes concernant 50 ouvriers et 20 chefs d'équipe, et de 100 recrutements en CDI intérimaire, par les agences d'intérim.

En fait, depuis 2011, pas moins de 2 950 emplois (2 300 ouvriers et 650 ETAM) ont été supprimés. Cette annonce intervient avec celle d'une augmentation des cadences, pour produire deux nouvelles voitures, passer de 700 à 1 000 par jour, et nuit, pour la fabrication de la Peugeot 3008.

Tenir un poste est déjà à la limite de l'insupportable. Avec en plus des allongements d'horaires, des samedis travaillés pour une

moitié des effectifs ouvriers pendant que l'autre moitié chôme, des intérimaires se retrouvent avec un salaire de 800 à 900 euros par mois.

En réalité, la direction annonce ainsi l'accentuation de la précarité et de la flexibilité, et ne fait pas illusion. Les travailleurs, les 1 500 intérimaires actuellement sur les chaînes de production, ceux qui sont dans le collimateur permanent de la direction, tous savent à quoi s'en tenir, tout comme les malades et ceux qui, handicapés, ne peuvent pas tenir n'importe quel poste.

La réalité chez PSA, c'est l'écrasement des emplois, des salaires et des conditions de travail, pour que les profits continuent de grimper.

Correspondant LO

Federal Mogul – Poitiers : deux ans après, encore la galère

Il y a deux ans, l'usine Federal Mogul près de Poitiers, fabriquant des pistons pour l'industrie automobile, fermait. 241 travailleurs se retrouvaient sur le carreau.

Les promesses antérieures des patrons de maintenir les emplois contre des baisses de salaire – acceptées par les syndicats – se révélaient, comme c'était prévisible, n'être que du vent. Quant à l'esbroufe faite par le ministre du Redressement productif d'alors, Arnaud Montebourg, annonçant vouloir trouver un

repreneur de puissance internationale pour le site, ce n'était que pour la galerie. Aucune nouvelle activité n'a remplacé les emplois détruits.

Aujourd'hui, de source syndicale, seulement un tiers des travailleurs sont en CDI ou en intérim. Une cinquantaine d'entre eux poursuivent une démarche contre leur ex-employeur, devant les Prud'hommes, devant les Prud'hommes, pour licenciement sans cause réelle et sérieuse... sinon celle de vouloir engraisser encore et encore les actionnaires.

Correspondant LO

Entyrecycle – Blaringhem : encore des aides aux patrons

L'entreprise Entyrecycle, dans le Nord, spécialisée dans le recyclage de pneus, viendrait s'installer sur l'ancien site de l'usine d'Arc à Blaringhem. Tous les politiques et les responsables économiques se félicitent de la promesse de 250 emplois dans les trois ans à venir.

Mais il faut se rappeler que cette promesse avait déjà été faite en 2010, sans aucune création de quoi que ce soit. De plus, si création d'emplois il y a, ce sera à coups de subventions publiques. La communauté de petites communes met la

main à la poche à hauteur de 817 000 euros, qui se rajoutent aux nombreuses subventions de la région et de l'État, dont le montant n'est pas annoncé.

Tous ces cadeaux au patronat, c'est de l'argent qui va manquer à l'État. Combien de classes qui vont manquer, combien de temps d'attente en plus aux urgences, combien de logements populaires délabrés vont le rester? C'est le coût que les classes populaires paient pour la mainmise des capitalistes sur l'argent public.

Correspondant LO

Asaïs – Noisy-le-Grand : des licenciements qui passent mal

Itron (ex-Schlumberger), fabricant américain de compteurs, taille dans les effectifs de sa filiale Asaïs, spécialisée dans les logiciels de relevés de compteurs.

Sur le site de Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis, au nom de la compétitivité, le groupe annonce le licenciement de 33 salariés sur 42, essentiellement des ingénieurs logiciel et consultants techniques.

En mai 2015, dans la

Vienne, dans son usine de Chasseneuil-du-Poitou qui fabrique les compteurs intelligents Linky, Itron avait voulu licencier 124 salariés sur 277, au nom de la compétitivité déjà. Après treize jours de grève, Itron avait revu les licenciements à la baisse (de 124 à 87), et les salariés licenciés avaient obtenu de meilleures mesures d'accompagnement.

Itron est un groupe mondial, qui affiche 2 milliards de dollars de chiffre

d'affaires et 500 millions de dollars de bénéfice annuel. Entre 2008 et 2013, Itron France a bénéficié de 21,3 millions d'euros de crédit impôt recherche. Et en 2013 et 2014 le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) lui a rapporté 2,3 millions d'euros.

À Noisy-le-Grand, les salariés d'Asaïs ne comptent pas se laisser licencier sans réagir.

J.L.

Arc International - Arques : tout pour réduire les coûts

Fin décembre, la direction d'Arc International a annoncé sa volonté de réduire les coûts. Cette usine, qui fabrique de la vaisselle à Arques, dans le Pas-de-Calais, a déjà fait l'objet, en 2015, d'un plan de sauvetage dans lequel l'État s'est grandement impliqué, comme l'a rappelé Hollande lors de sa visite en novembre dernier.

À cette occasion, il s'est vanté de la création de la Banque publique d'investissement, du Pacte de responsabilité, du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, du Crédit impôt recherche, toutes mesures prises par le gouvernement socialiste qui ont permis à des dizaines de millions d'euros d'affluer dans les caisses des actionnaires.

Lors de ce prétendu sauvetage, une centaine de travailleurs y ont laissé leur emploi et, pour les 5 400 salariés restants, les conditions et les rythmes de travail se sont amplement dégradés, avec des pertes de RTT, des heures supplémentaires obligatoires, l'augmentation du temps de travail, la chasse aux postes aménagés, les pressions.

Juste avant les fêtes de fin d'année, la direction a communiqué sur les résultats qui seraient insuffisants

et imposeraient de réduire de 10 % par personne le nombre de secondes pour produire une pièce, d'améliorer les rendements de 4 % et de réduire les coûts de logistique. Cela s'ajoute aux informations que la direction distille depuis des mois, par le biais du comité d'entreprise, informations qui n'ont d'autre but que d'alarmer les travailleurs.

Une des inquiétudes des salariés porte sur le fait que des machines ont été hypothéquées : de propriétaire des machines, le patron en est devenu locataire. Pour les ouvriers, l'hypothèque est synonyme de situation délicate. Mais cette opération a permis aux actionnaires de récupérer le cash dont ils sont friands.

C'est la même logique qui fait que le parc de machines est rafistolé avec les moyens du bord, car les magasins de pièces

sont quasiment vides. Quant aux bâtiments et aux infrastructures, ils sont en grande majorité vétustes et entretenus au minimum, sauf le four que visitent les Montebourg, Macron, Hollande et autres Xavier Bertrand, accompagnés par les médias. Les capitaux récupérés grâce à toutes les aides publiques ou économisés sur le dos du matériel productif, ouvriers compris, sont manifestement investis ailleurs. Sur quels marchés financiers ?

C'est cette logique qui prime aussi dans la volonté de réduire les stocks au maximum. Les machines, les stocks ne représentent pour les actionnaires que du capital bloqué, du capital mort. Ils veulent du capital disponible, pour le faire fructifier sur des marchés qui rapportent à court terme. Car l'intérêt de l'usine pour ses propriétaires n'est pas la production de vaisselle, mais celle de profits immédiats.

Exploiteurs, assistés, parasites et rapaces : à exproprier !

Correspondant LO

Ministère de la Culture : Microsoft arrosé

À la mi-décembre, le ministère de la Culture a désigné explicitement le bénéficiaire de la dépense de deux millions d'euros en logiciels, annoncée quelques semaines plus tôt.

Sans surprise pour le personnel de l'administration centrale du ministère, il s'agit de Microsoft, dont les licences vont être déployées sur l'ensemble des postes informatiques.

Sous prétexte « d'améliorer la bureautique et les systèmes d'information relatifs aux ressources humaines », la ministre rompt avec une politique qui consistait à généraliser l'utilisation des logiciels libres (et gratuits) dans les services de l'État. Après le ministère de la Défense et celui de l'Éducation nationale, qui avaient ouvert la voie au retour des logiciels commerciaux, c'est la Culture qui décide de prélever deux millions, sur son budget 2017 de 3,6 milliards d'euros, pour ce qui n'est, aux yeux de tous, qu'un cadeau à Microsoft.

La direction prétend qu'elle veut améliorer les conditions de travail des agents, mais récemment

elle avait refusé d'installer le tableur Excel sur des postes qui en avaient besoin, à la gestion des ressources humaines et dans certains services budgétaires et financiers. Et voilà que, pour 2017, elle décide un changement de logiciel qu'elle va imposer à tous et qui, au contraire,

va compliquer la vie des agents. Ils vont en effet devoir faire cohabiter les logiciels libres qu'ils utilisent presque tous et ceux du géant américain, et ils devront constamment convertir des fichiers.

La dépense inconsidérée, à l'heure des économies de fonctionnement aux dépens du personnel, assortie d'un mépris évident pour ses conditions de travail, choque bon nombre d'agents.

Correspondant LO



COLLECTIF SALARIÉS - FNAC CHAMPS ÉLYSÉES

Fnac - Champs-Élysées : les salariés se mobilisent

Profitant de l'affluence dans les magasins pendant la période des fêtes, une partie des 150 salariés de la Fnac des Champs-Élysées à Paris se sont à nouveau mobilisés fin décembre. Comme ils le font depuis le début du mois, ils se sont rassemblés sur les trottoirs bondés situés devant l'enseigne, avec de grandes pancartes visibles par tous. Ils réclament notamment une majoration plus importante pour les heures effectuées en soirée, ainsi que l'obtention d'une journée de repos compensateur pour le travail du dimanche, comme cela se fait dans les autres magasins de l'enseigne à Paris.

Privilegé d'être situé sur « la plus belle avenue du monde », le magasin est ouvert tous les jours, y compris le dimanche, jusqu'à 23 h 45. Dans les autres magasins de l'enseigne, la loi limite encore pour l'instant l'ouverture à douze dimanches par an.

La direction prétend qu'elle est ouverte au dialogue, mais elle a surtout envoyé ses vigiles pour tenter d'intimider les grévistes et les empêcher de s'adresser aux passants. Le personnel ne fait que réclamer son dû et n'a plus envie de se laisser faire par la direction sans rien dire.

Gilles Boti

Syngenta : une multinationale épargnée par la justice

Un agriculteur du Lot-et-Garonne a été condamné le 14 décembre 2016 à 10 000 euros d'amende avec sursis pour avoir répandu sur ses terres, entre 1999 et 2002, des semences dites déclassées. Celles-ci, périmées ou non conformes, étaient enrobées d'insecticides puissants, dont certains sont d'ailleurs aujourd'hui interdits, comme le Gaucho.

Une filiale de Syngenta, multinationale suisse de l'agroalimentaire et de la chimie, payait cet agriculteur pour se débarrasser ainsi de ses invendus : cela lui coûtait moins cher que de les faire incinérer dans les règles. Ces épandages ont eu des conséquences graves pour les apiculteurs de la région, leurs abeilles ayant été décimées par ces insecticides.

L'agriculteur, ruiné à la suite du scandale, a été condamné à une peine symbolique. Mais Syngenta, lui, n'était pas sur le banc des accusés. En effet en 2011, quelques jours après avoir été renvoyée en correctionnelle pour cette affaire, la firme avait dissous sa filiale impliquée dans la vente des semences usagées. Un tribunal de commerce a d'abord annulé cette dissolution, la considérant comme frauduleuse, mais Syngenta a réussi à gagner son procès en appel.

Ainsi, l'entreprise responsable n'existant plus officiellement, il n'était pas possible de la juger, et seul l'agriculteur a été mis en cause. Tout juste la procureure a-t-elle reconnu que la disparition de la filiale était « troublante ».

Claire Dunois

Cazeneuve à Orléans : inauguration indécente

« Deux ministres pour inaugurer cet hôpital en crise, c'est un peu indécent » : c'est par ces mots qu'une infirmière du nouveau centre hospitalier régional d'Orléans-La source a commenté la venue lundi 2 janvier de Bernard Cazeneuve et de Marisol Touraine. La situation des agents hospitaliers et des patients dans ce nouvel hôpital, qui a ouvert ses portes fin 2015, est en effet catastrophique.

Au lieu des 1 000 embauches promises pour faire fonctionner cette nouvelle structure, il n'y en a eu que 200, pour 120 lits supplémentaires. En Médecine interne, service supplétif des Urgences, il y avait auparavant deux infirmières et deux aides-soignantes pour 30 patients. Avec le nouvel hôpital, leur nombre a été divisé par deux. Au service Logistique, ultrasophistiqué, le constat est le même. La direction n'a recruté que 80 agents, alors que son fonctionnement normal demande 150 personnes.

Les nouveaux bâtiments ont théoriquement été conçus pour améliorer l'accueil des patients, avec

en particulier davantage de chambres seules. Mais le sous-effectif, qui oblige les agents hospitaliers à passer moins de temps avec les patients, a l'effet inverse et

peut même aboutir à des situations dramatiques : au service Pneumologie, des infirmières n'ont pas pu accompagner jusqu'au bout leurs patients qui sont morts seuls dans leur chambre.

La pression pour faire des économies est partout présente. Aux Urgences, faute de pouvoir répartir rapidement les patients dans les autres services, on laisse les gens s'entasser sur des brancards. À la

Maternité, qui est saturée depuis la fermeture en juin 2016 de celle de Pithiviers, la direction a demandé aux médecins de laisser sortir au bout de trois jours seulement les femmes ayant accouché par césarienne, alors que jusqu'ici elles restaient cinq jours. Toute l'équipe a refusé.

Plusieurs dizaines d'agents hospitaliers s'étaient rassemblés devant la grille de l'hôpital lundi 2 janvier pour dénoncer

cette situation. Bernard Cazeneuve et Marisol Touraine ont refusé de les rencontrer, mais ils n'ont pas pu éviter qu'une infirmière déléguée du personnel les interpelle sur le sous-effectif criant à la fin de l'inauguration. Après les longs discours d'autosatisfaction et de congratulations mutuelles débités par les ministres et les politiciens locaux, ce rappel à la réalité a été saluante.

Valérie Fontaine

Hôpital Nord - Franche-Comté : manque de moyens face à la grippe

Après trois semaines d'épidémie de grippe en forte progression, les pics d'engorgement des Urgences, à l'hôpital Nord-Franche-Comté de Belfort, atteignent de nouveaux sommets. Les patients, surtout des personnes âgées, doivent maintenant attendre jusqu'à

vingt heures sur des brancards avant d'être pris en charge.

La veille de Noël, Marisol Touraine pérorait sur les médias pour dire qu'elle n'avait « pas d'inquiétude sur la capacité des hôpitaux d'accueillir les personnes malades », car les hôpitaux étaient « en situation de

mobilisation, d'alerte et de vigilance ». En fait de mobilisation, au bout de trois semaines, les soignants épuisés, qui courent partout, dénoncent l'absence totale de moyens supplémentaires mis en œuvre. Aucun renfort par exemple pour le bionettoyage, ni pour les infirmières et les

aides-soignantes.

Et cela dans un hôpital qui, comme tous, est complètement grippé par les suppressions de lits et les compressions de personnel. C'est là qu'est le véritable danger d'une épidémie de grippe saisonnière!

Correspondant LO

Centres de loisirs - Paris : en grève

Alors que toute une partie du personnel de l'Éducation nationale a pu bénéficier d'une journée supplémentaire de vacances lundi 2 janvier, les animateurs des centres de loisirs parisiens, à qui leur direction avait refusé

d'accorder un jour chômé, se sont mis en grève.

Plus généralement, les animateurs de la ville de Paris dénoncent le nombre d'embauches insuffisant pour faire face à l'augmentation de la charge de travail, en

particulier depuis la réforme des rythmes scolaires. Dans le décompte de leurs horaires de travail, la mairie de Paris refuse de prendre en compte les heures de préparation des animations. De plus, les animateurs subissent

une précarité généralisée. Sur les 8 000 salariés chargés de l'animation dans la capitale, seulement 1 600 sont titulaires, l'immense majorité des autres devant se contenter de vacations irrégulières.

L'appel à la grève a été un

succès. La mobilisation du personnel a obligé la direction à fermer 164 centres de loisirs, sur les 400 fonctionnant en temps normal. Les animateurs se sont sentis renforcés et n'ont pas dit leur dernier mot.

G.B.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2017.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Faire entendre le camp des travailleurs

NATHALIE ARTHAUD



Partage du travail: un emploi pour chacun avec un salaire décent

Benoît Hamon, le candidat à la primaire socialiste, a déclaré à propos du travail: «Ceux qui en ont un sont débordés et parfois en souffrance, on constate une explosion de cas de burn-out, et dans le même temps, le travail manque et se fait précaire. Il faut repenser la répartition.» Et, insistant sur la nécessité du «partage du travail», il a indiqué quelle en serait la voie: «Inciter les entreprises à changer leur organisation du travail, à réduire le temps de travail. On peut le faire à condition qu'on ne gaspille pas l'argent public.»

En clair, cette «incitation» à partager le travail passerait par l'octroi «à bon escient», des milliards d'aides publiques qui sont offertes chaque année aux entreprises. Cela revient à faire ce que tous les gouvernements de droite comme de gauche ont fait depuis des années, donner des milliards au patronat pour l'inciter à créer des emplois, ce qui a rempli ses caisses sans jamais faire baisser le chômage.

Pourtant, imposer un véritable partage du travail est bien le fond du problème pour combattre le fléau du chômage et permettre à chacun d'avoir un véritable emploi et un salaire digne.

Mais il est grotesque d'attendre le bon vouloir du patronat pour créer des emplois, comme le proclament tous les postulants à la présidentielle, et Benoît Hamon également. De façon très consciente,

la bourgeoisie mène une guerre au monde du travail en vue de réduire à tous les niveaux la part qui lui revient pour vivre. À travers les licenciements, à travers la précarité généralisée et la baisse globale des salaires. C'est à cela qu'il faut s'attaquer. Et refuser de le dire, comme le font tous les candidats investis ou potentiels des grands partis, revient à en être complice, et postuler à en être acteur demain, une fois élu.

Alors oui, il faut imposer qu'un travail soit offert à chacun des quelque six millions de chômeurs du pays. Chômeurs à plein temps ou qui doivent tenter de survivre avec des petits boulots ou des emplois à temps partiels. Et pour cela il faut que toute la classe ouvrière, du manœuvre à l'ingénieur, ouvrier ou employé, travailleur manuel

ou intellectuel, unisse ses forces et prenne conscience de ses intérêts communs, pour imposer un véritable partage du travail à l'échelle du pays. Partage du travail ne veut pas dire partage des bien maigres salaires avec lesquels l'immense majorité doit vivre. Au contraire, pour que cela ait un sens et unisse l'ensemble du monde du travail, ceux qui ont un emploi comme ceux qui n'en ont pas, il faut exiger que chacun dispose d'un salaire décent pour vivre. Et pour imposer les embauches nécessaires, il faut recenser les besoins dans tous les secteurs, dans toutes les professions et dans toutes les régions. Pour donner un travail utile, il faut faire le compte de tout ce qui manque aujourd'hui en matière de construction de logements, d'écoles,

d'hôpitaux, de moyens de transport, de routes, etc. Cela nécessite que les travailleurs et la population exercent un contrôle sur l'organisation de l'économie.

Ce ne sont pas les bulletins de vote qui obligeront la classe capitaliste à abandonner une part de ses profits passés, présents et à venir. Mais il importe avant toute chose que la classe des travailleurs, qui regroupe chômeurs, actifs et retraités, puisse se rassembler sur un programme de revendications vitales et indispensables. C'est justement le sens de la candidature de notre camarade Nathalie Arthaud. Voter pour elle c'est voter pour des revendications qui seules pourront mettre fin au drame du chômage et de tout ce qui l'accompagne.

Paul Sorel

Sur le blog de Nathalie Arthaud: Uber vendeur de rêve

«Uber vendeur de rêve», «Uber esclavagiste moderne», voici les slogans des chauffeurs de VTC, lors de leur rassemblement, ce mardi.

Ils se retrouvent à trimmer jusqu'à 70 heures par semaine sans même arriver à gagner le smic. En fait de liberté, après avoir acheté ou loué leur véhicule, ils dépendent entièrement d'Uber pour obtenir des courses et doivent lui payer une commission que la multinationale a fait passer de 20 à 25% le 8 décembre dernier. Le tout sans protection sociale, sans congés, sans règles de repos, puisqu'ils ne sont pas considérés comme des salariés mais comme des travailleurs indépendants!

Derrière le baratin sur «l'économie de partage», il y a ces jeunes «autoentrepreneurs» qui foncent sur leur vélo à toute heure du jour et de la nuit pour livrer des repas, pour gagner 5 euros par course, voire moins, et payent eux aussi une commission aux plateformes qui les mettent en relation avec les clients à livrer. Il y a ces aides à domicile que la plateforme «Helping» fait travailler au même statut, privées elles

aussi des quelques protections des salariés.

La voilà donc l'ère «moderne», la «nouvelle économie» vantée par Macron et les autres, qui nous expliquent que le salariat est dépassé et qu'un nouvel avenir s'offre grâce aux possibilités du numérique. En réalité, ces prétendus «entrepreneurs» n'échappent en rien à l'exploitation, sur laquelle est basée l'ensemble de la société capitaliste. Et si on n'enrichit pas directement un patron quand on est travailleur dit «indépendant», on enrichit la grosse entreprise donneuse d'ordre ou la plateforme qui tire les marrons du feu.

Quel que soit le nouveau nom dont on les affuble, «collaborateur», «prestataire», «coéquipier», quel que soit le statut d'autoentrepreneur qu'on les oblige à prendre, ces milliers de travailleurs font bien partie du camp des travailleurs et subissent en première ligne la précarité que le patronat cherche à



généraliser partout, dans la guerre qu'il mène aux travailleurs.

Les mobilisations des chauffeurs de VTC, des livreurs de repas, montrent que ces «autoentrepreneurs» ont bien compris qu'ils avaient des intérêts communs d'exploités à défendre contre leur exploitateur. Ils font partie des rangs de la classe ouvrière, tout comme les millions de travailleurs des usines, des grandes surfaces, des entrepôts, des centres d'appel, des chantiers, des bureaux, des hôpitaux ou des administrations gérés comme des usines. Là, comme au volant d'une voiture ou sur un vélo de coursier, l'exploitation est aussi féroce que par le passé, et les profits aussi fournis pour les patrons!

www.nathalie-arthaud.info

Meeting national Dimanche 26 mars - 15 h Les Docks de Paris

Bâtiment 137
50, Avenue du Président Wilson,
93210 Saint-Denis
Métro ligne 12: Front Populaire
Rer B - D: Gare de la Plaine Stade de France

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

BESANÇON

Samedi 14 janvier - à 16 heures
Salle de la Malcombe - avenue François-Mitterrand

ANNONAY

Mercredi 18 janvier - à 18 h 30
Salle Jean-Jaurès - 34, avenue de l'Europe

VALENCE

Jeudi 19 janvier - à 19 heures
Parc des expositions - salle Espace
16, avenue Georges-Clemenceau

LA ROCHELLE

Mardi 24 janvier - à 20 heures
Salle Amos-Barbot - 37, rue du Collège

MULHOUSE

Samedi 28 janvier - à 16 h 30
Société industrielle de Mulhouse - 10, rue de la Bourse